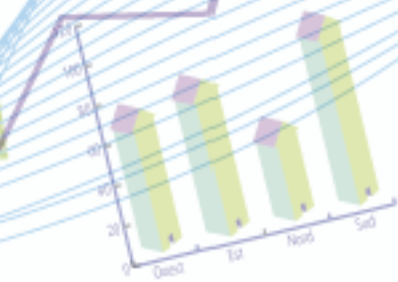




L'année économique 2013

Midi-Pyrénées

7 3 875 261
 3 9
 6 8 2013
 5
 15924 6 420
 4 2010
 2 628 2011
 5 2



Sommaire

Contexte

Page 3 - Synthèse régionale

L'activité économique progresse faiblement en 2013 en Midi-Pyrénées, malgré le dynamisme de l'aéronautique

Page 6 - Cadrage national

Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

Emploi chômage

Page 9 - Emploi

Peu d'emplois supplémentaires en 2013

Page 15 - Chômage

Le taux de chômage se stabilise en 2013

Entreprises

Page 22 - Démographie des entreprises

Recul marqué des créations d'entreprises et hausse sensible des défaillances

Secteurs d'activité

Page 29 - Agriculture

Chute du revenu agricole en 2013 avec de fortes disparités

Page 33 - Construction

La construction de logements ne redémarre pas

Page 40 - Tourisme

Intempéries et recul de la clientèle professionnelle impactent fortement la fréquentation touristique

Page 46 - Transport

Moins de voyageurs en 2013

Page 53 - Aéronautique et spatial

Performance historique de l'aéronautique et bonne tenue du spatial

Page 57 - Immobilier d'entreprise

Ralentissement sur le marché toulousain d'immobilier d'entreprise

Page 60 - Recherche

Démarrage des outils du Programme des Investissements d'Avenir

Page 63 - Activité bancaire

Hausse des crédits à court terme

Synthèse régionale

L'activité économique progresse faiblement en 2013 en Midi-Pyrénées, malgré le dynamisme de l'aéronautique

Bertrand Ballet (Insee)

Résumé

Dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale, la croissance française n'accélère pas en 2013 : + 0,3 % comme en 2012. En Midi-Pyrénées, l'activité reste peu dynamique hormis dans la construction aéronautique et dans les services techniques qui lui sont liés. Ainsi, Airbus bat à nouveau ses records de ventes et de livraisons en 2013. Dans le même temps, le groupe multinational EADS procède à un changement d'actionariat et de gouvernance et annonce un resserrement de son organisation autour du nom d'Airbus Group. La valorisation de la recherche et le développement industriel régional sont soutenus par la mise en oeuvre du Programme des Investissements d'Avenir.

Dans l'agriculture, le revenu moyen des exploitants de Midi-Pyrénées baisse fortement en 2013 après trois ans de hausse consécutive, sous l'effet d'une chute des cours et d'une météorologie défavorable. Malgré une légère reprise des autorisations, le marché de la construction de logements reste en crise en 2013, pénalisant l'activité et l'emploi dans le secteur du bâtiment. 2013 est aussi une année difficile pour la fréquentation des hôtels et campings de la région, particulièrement marquée par les inondations de juin dans les Pyrénées. Le transport régional de voyageurs fléchit en 2013 tant sur les lignes aériennes que ferroviaires. Au total, le nombre d'entreprises créées baisse fortement en Midi-Pyrénées et les défaillances repartent à la hausse en 2013.

Sur le front de l'emploi salarié privé, la région tire son épingle du jeu : Midi-Pyrénées figure parmi les rares régions françaises où l'emploi salarié marchand progresse en 2013. La croissance est toutefois faible : + 0,1 % après une progression déjà limitée en 2012 (+ 0,3 %). Seuls l'industrie et les services marchands, dont l'intérim en particulier, créent des emplois supplémentaires en 2013 alors que les pertes s'accroissent dans la construction. L'emploi salarié marchand recule dans la plupart des départements, à l'exception de la Haute-Garonne (+ 0,7 %) et du Gers (+ 0,3 %).

Avec l'amélioration progressive de l'activité et de l'emploi, le taux de chômage en Midi-Pyrénées se stabilise en 2013 (+ 0,1 point) après avoir fortement augmenté l'année précédente (+ 0,7 point). Il s'établit ainsi à 10,0 % de la population active fin 2013, légèrement plus haut qu'en France métropolitaine (9,8 %).

Peu d'emplois supplémentaires en 2013

En 2013, l'emploi salarié progresse encore faiblement dans les secteurs marchands non agricoles de Midi-Pyrénées. Après un 1^{er} semestre en baisse, les créations nettes d'emploi retrouvent un peu de tonus en fin d'année, notamment dans l'intérim. Bien que ralenties, elles résistent dans l'industrie et le tertiaire marchand. En revanche, les pertes d'emplois s'accroissent dans la construction. Parmi les départements de la région, seuls la Haute-Garonne et, dans une moindre mesure, le Gers gagnent des emplois.

Le taux de chômage se stabilise en 2013

Après avoir culminé à 10,2 % des actifs midi-pyrénéens à la mi-2013, le taux de chômage retrouve fin 2013 à un niveau comparable à celui de fin 2012 : 10,0 %. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi continue de progresser, essentiellement au 1^{er} semestre. Le chômage partiel repart à la hausse, en particulier

dans les zones touristiques des Hautes-Pyrénées touchées par les inondations de juin 2013. L'essor des « Emplois d'Avenir » ciblés sur les jeunes de moins de 25 ans compense le recul des autres « Contrats Uniques d'Insertion ».

Recul marqué des créations d'entreprises et hausse sensible des défaillances

En 2013, le nombre de créations d'entreprises baisse sensiblement en Midi-Pyrénées, plus fortement qu'en France. Ce recul, dû à la forte diminution des immatriculations d'auto-entreprises, est accentué dans la région par le repli des créations de sociétés. En 2013, les défaillances d'entreprises repartent à la hausse en Midi-Pyrénées, là encore plus fortement qu'au niveau national.

Chute du revenu agricole en 2013 avec de fortes disparités

En 2013, après trois ans de hausse consécutive, le revenu moyen agricole est en forte baisse en Midi-Pyrénées. Des événements climatologiques défavorables à la plupart des cultures et une chute des cours de plusieurs produits agricoles tirent les revenus des exploitants vers le bas. Pour les éleveurs, les bons niveaux de prix des productions bovines ne suffisent pas à compenser le repli de la production et la hausse du coût de l'alimentation du bétail.

La construction de logements ne redémarre pas

En 2013, le nombre de logements autorisés à la construction en Midi-Pyrénées progresse légèrement en Midi-Pyrénées après la chute de 2012. En revanche, celui des logements mis en chantier continue de fléchir. Sur le marché des locaux d'activité, les surfaces autorisées rebondissent, en particulier pour des commerces ou des entrepôts, mais là encore, les mises en chantier ne suivent pas. Sur le marché immobilier, les ventes de logements neufs se maintiennent en 2013 en Midi-Pyrénées. La hausse des transactions pour des appartements compense leur baisse pour des maisons individuelles.

Ralentissement sur le marché toulousain d'immobilier d'entreprise

En 2013, dans un contexte économique difficile, les transactions du marché toulousain d'immobilier d'entreprise sont en recul. Le marché de bureau marque un fort repli avec une diminution de 15 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette baisse est principalement due aux transactions portant sur des surfaces de plus de 1 000 m². Toulouse reste toutefois parmi les trois métropoles régionales françaises les plus dynamiques, derrière Lyon et Lille. Sur le marché des locaux d'activité et des entrepôts, les transactions sont stables par rapport à la moyenne des cinq dernières années, grâce au dynamisme du secteur de la logistique qui représente 46 % des surfaces commercialisées en 2013.

Intempéries et recul de la clientèle professionnelle impactent fortement la fréquentation touristique

En 2013, la fréquentation touristique des hôtels et des campings de Midi-Pyrénées chute de 4 % par rapport à 2012. Ceux-ci sont particulièrement touchés par les inondations du 18 juin qui dévastent le sud de la région, notamment Lourdes, un des pôles touristiques dominants de la région. En outre, dans les hôtels de l'agglomération toulousaine, la fréquentation de la clientèle professionnelle fléchit légèrement. Dans les stations de ski, la fréquentation reste stable malgré un contraste important entre le début et la fin de l'année. Pour les campings, l'effondrement de la fréquentation dans les départements pyrénéens est atténué par le retour des campeurs français dans le nord de la région.

Moins de voyageurs en 2013

En 2013, le trafic de passagers aériens fléchit légèrement dans les aéroports de Midi-Pyrénées, essentiellement sous l'effet d'un repli sur les lignes internationales. Le nombre de voyageurs en train diminue également, malgré la bonne tenue du trafic interne à la région. Le transport routier de marchandises affiche une nouvelle baisse. Le marché des voitures neuves est au plus bas depuis 1998.

Performance historique de l'aéronautique et bonne tenue du spatial

Avec 1 619 avions vendus en une seule année, Airbus réalise en 2013 une performance commerciale historique.

L'augmentation des cadences de production aéronautique maintient la chaîne des fournisseurs industriels de Midi-Pyrénées sous pression. Mais l'achèvement des grands programmes de développement chez Airbus (A380, A400M, A350, A320Neo) suscite de l'inquiétude sur l'emploi dans l'ingénierie. Dans le spatial, d'importants contrats sont signés en fin d'année. En 2013, le groupe EADS change de gouvernance et de structure d'actionnariat. Il annonce une importante réorganisation de ses divisions opérationnelles sous la bannière Airbus Group dont le siège sera à Blagnac.

Démarrage des outils du Programme des Investissements d'Avenir

L'année 2013 est marquée par la mise en oeuvre opérationnelle des programmes d'Investissements d'avenir, soutenus par l'État depuis 2011 et les premiers résultats significatifs en matière de valorisation de la recherche et de soutien au développement industriel. Le crédit impôt recherche continue de s'étendre en Midi-Pyrénées en 2013, avec une augmentation des dépenses de R&D concernées. Le recours aux autres dispositifs de soutien à l'innovation et à la recherche dans les entreprises reste élevé en 2013.

Hausse des crédits à court terme

Les encours de crédits aux entreprises de Midi-Pyrénées progressent encore légèrement en 2013 alors qu'ils continuent de fléchir au niveau national. En Midi-Pyrénées, l'augmentation des encours de crédits à court terme compense le recul des crédits à moyen et long terme. Après un fort recul en 2012, la production de crédits à l'habitat est en hausse en 2013 mais elle intègre les renégociations de prêts et ne concerne que l'acquisition ou la rénovation de l'habitat ancien. Les saisines du Médiateur du crédit aux entreprises augmentent en 2013.

Cadrage national Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

Laurent Clavel, direction des études et synthèses économiques, Insee

Date de publication : mai 2014

Ralentissement de l'activité mondiale

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+ 1,3 % après + 1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement. Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées.

Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

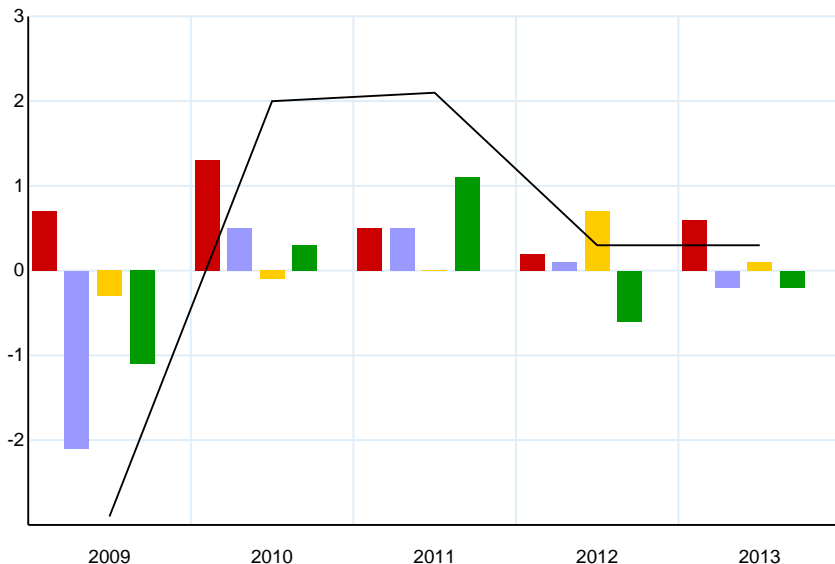
En France, l'économie n'accélère pas

Contrairement au reste de la zone euro, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de + 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011.

Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution

- Consommation (ménages et administrations publiques)
- Investissement
- Solde du commerce extérieur
- Variation de stocks
- Produit intérieur brut (PIB)

variation annuelle en %, contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure. La consommation des ménages progresse de 0,2 % après avoir reculé de 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+ 0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après + 1,4 % en 2012). La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 2,6 % en 2013, après + 2,8 % en 2012). L'investissement public progresse également, de 1,0 % après + 1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières (ENF) se replie en 2013 (- 0,9 % après + 0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement (- 3,1 % après - 2,2 %). Au total, l'investissement baisse de 1,0 % alors qu'il avait légèrement progressé en 2012 (+ 0,3 %). Ainsi, la contribution de la demande intérieure finale hors stocks à la croissance du PIB s'élève à + 0,4 point, après + 0,3 point en 2012.

Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2013	
	2011	2012	2013	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	2,1	0,3	0,3	2 113,7	0,3
Importations	6,3	-1,3	1,7	629,1	-0,5
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,1	0,6	1 498,4	0,4
- dépense des ménages	0,4	-0,5	0,2	1 126,4	0,1
- dépense individualisable des administrations	1,4	1,8	2,1	328,6	0,3
Consommation collective des administrations publiques	0,4	1,5	1,6	181,3	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	2,1	0,3	-1,0	466,9	-0,2
- entreprises non financières	3,9	0,1	-0,9	251,2	-0,1
- ménages	1,0	-2,2	-3,1	107,9	-0,2
- administrations publiques	-4,4	1,6	1,0	85,6	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,1	-0,6	-0,2	-1,7	-0,2
Exportations	6,9	1,1	2,2	597,8	0,6

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Par branche, l'activité de l'industrie manufacturière recule une nouvelle fois en 2013 (- 0,8 % après - 2,2 % en 2012). La production d'énergie-eaux-déchets progresse mais ralentit (+ 1,2 % en 2013 après + 2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (- 1,4 % après - 1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+ 0,7 % après + 0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+ 1,5 % après + 1,6 % en 2012).

Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise et leur consommation progresse légèrement

En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en raison de la moindre inflation. La consommation progresse faiblement (+ 0,2 %) après avoir reculé en 2012 (- 0,5 %). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (- 0,8 %) après la chute de 2012 (1,5 %).

Un moindre recul de l'emploi en 2013

L'emploi marchand recule en 2013 (- 0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (- 0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+ 0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (9,9 % après 9,4 %).

Emploi Peu d'emplois supplémentaires en 2013

Dominique Fiche (Directrice), Bertrand Ballet (Insee)

Résumé

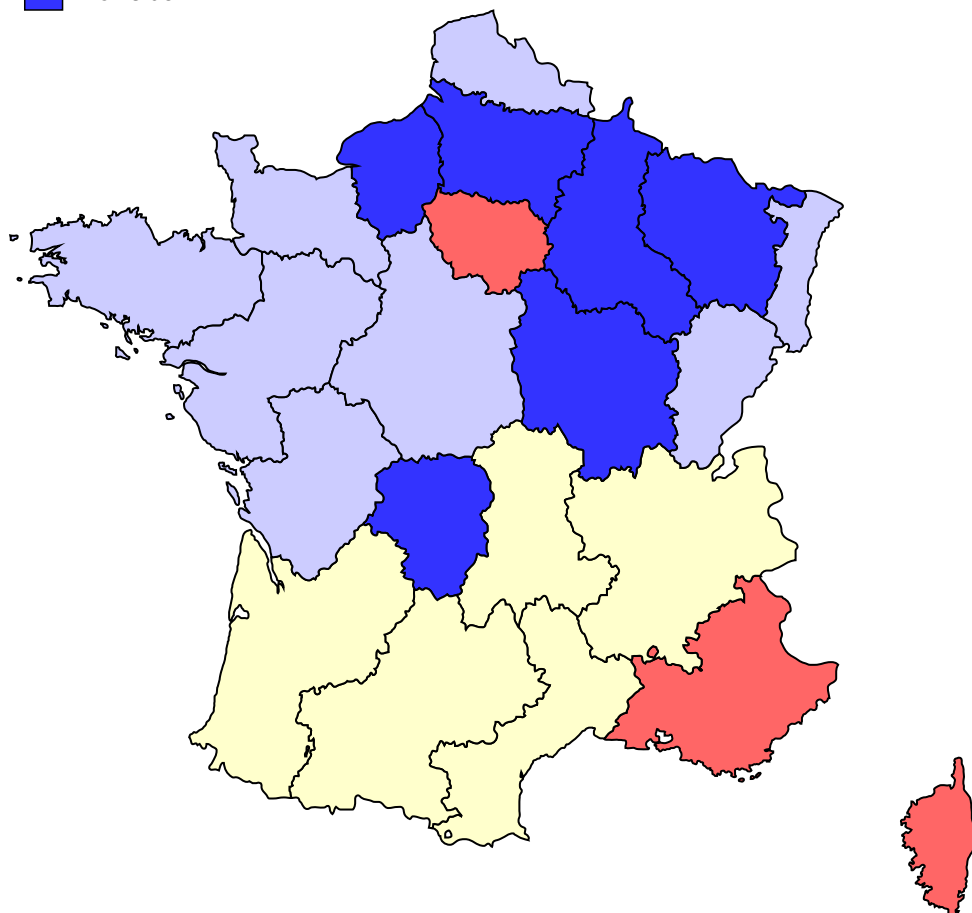
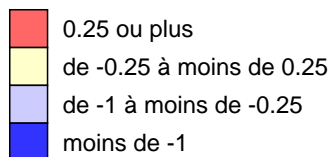
En 2013, l'emploi salarié progresse encore faiblement dans les secteurs marchands non agricoles de Midi-Pyrénées. Après un 1^{er} semestre en baisse, les créations nettes d'emploi retrouvent un peu de tonus en fin d'année, notamment dans l'intérim. Bien que ralenties, elles résistent dans l'industrie et le tertiaire marchand. En revanche, les pertes d'emplois s'accroissent dans la construction. Parmi les départements de la région, seules la Haute-Garonne et, dans une moindre mesure, le Gers gagnent des emplois.

Fin 2013, 663 200 personnes sont salariées des secteurs marchands non agricoles de Midi-Pyrénées, soit un peu plus de la moitié (55 %) des personnes en emploi dans la région. Les autres emplois sont le plus souvent occupés par des salariés des secteurs principalement non marchands (administration, enseignement, santé et action sociale, 30 %) et des non-salariés (13 %). Sur l'ensemble de l'année 2013, l'emploi salarié privé ne progresse que très modérément dans la région (+ 0,1 %) après une croissance déjà ralentie en 2012 (+ 0,3 %). Midi-Pyrénées figure cependant parmi les rares régions françaises où l'emploi salarié marchand progresse en 2013, avec Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 0,7 %), l'Île-de-France (+ 0,3 %), la Corse (+ 0,3 %) et l'Auvergne (+ 0,1 %). En France métropolitaine, 38 100 emplois salariés (- 0,2 %) sont supprimés dans les secteurs principalement marchands (hors salariés des particuliers employeurs) en 2013.

Évolution régionale de l'emploi salarié

France métropolitaine : -0.25%

Glissement annuel 2013-2012 (en %)



©IGN-Insee 2014

Note : données CVS.

Champ : France métropolitaine. Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

L'emploi industriel ralentit mais ne flanche pas

En Midi-Pyrénées, seuls l'industrie et les services marchands, dont l'intérim en particulier, créent des emplois supplémentaires en 2013. Dans l'industrie, les créations d'emplois sont portées par le dynamisme de la construction aéronautique et spatiale au sein du secteur de la fabrication de matériels de transport. L'emploi augmente de près de 1 300 salariés (+ 3,3 %) dans ce secteur en 2013. La demande croissante des compagnies aériennes entraîne en effet une augmentation des cadences de production chez l'avionneur européen Airbus et ses fournisseurs locaux. À l'inverse, les autres secteurs industriels souffrent de la faiblesse de l'activité économique. La fabrication d'équipements électriques et électroniques perd plus de 300 emplois, notamment suite au licenciement définitif des salariés du fabricant toulousain de semi-conducteurs Freescale. L'emploi fléchit également dans l'industrie agroalimentaire (- 90 salariés) et surtout dans les secteurs plus traditionnels de la fabrication d'autres produits industriels (- 470 salariés). Au total, l'emploi industriel ralentit mais ne flanche pas en Midi-Pyrénées. L'industrie régionale gagne près de 500 emplois (+ 0,3 %) en 2013 après 2 500 en 2012 (+ 1,7 %). Midi-Pyrénées est la seule région française avec la Corse et Paca où l'emploi industriel ne recule pas en 2013. En France métropolitaine, l'industrie perd 53 000 emplois en 2013 (- 1,6 %).

Emploi salarié des secteurs principalement marchands

en %

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	2013 T4 (en milliers)	Glissement annuel			Glissement annuel moyen 2012/2007 (1)	
		Midi- Pyrénées	Midi- Pyrénées	France métropolitaine	Midi- Pyrénées	France métropolitaine
Industrie	147,2	0,3	-1,6	-0,6	-2,2	
Industrie agro-alimentaire	24,4	-0,4	-0,6	-0,0	-0,5	
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	17,0	0,5	-0,3	0,9	0,2	
Biens d'équipement	15,5	-2,0	-1,8	-3,7	-2,9	
Matériels de transport	40,1	3,3	-2,1	2,2	-2,1	
Autres branches industrielles	50,2	-0,9	-2,1	-2,3	-3,1	
Construction	62,7	-3,6	-1,8	-1,3	-1,0	
Tertiaire marchand	453,3	0,6	0,4	0,9	0,1	
Commerce	127,1	-0,1	-0,4	-0,1	-0,2	
Transports	53,7	1,0	-0,3	1,0	-0,2	
Hébergement - restauration	36,1	0,5	-0,4	1,1	0,9	
Information - communication	30,7	0,6	0,5	2,3	0,4	
Services financiers	29,3	2,6	0,3	1,7	0,2	
Services immobiliers	7,7	-1,9	-0,6	-1,5	-0,9	
Services aux entreprises	108,4	-0,0	0,8	1,9	1,1	
Services aux ménages	36,4	0,4	0,6	2,0	0,9	
Intérim	23,7	4,6	6,5	-2,5	-4,6	
Total	663,2	0,1	-0,2	0,3	-0,5	

Note : données CVS.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

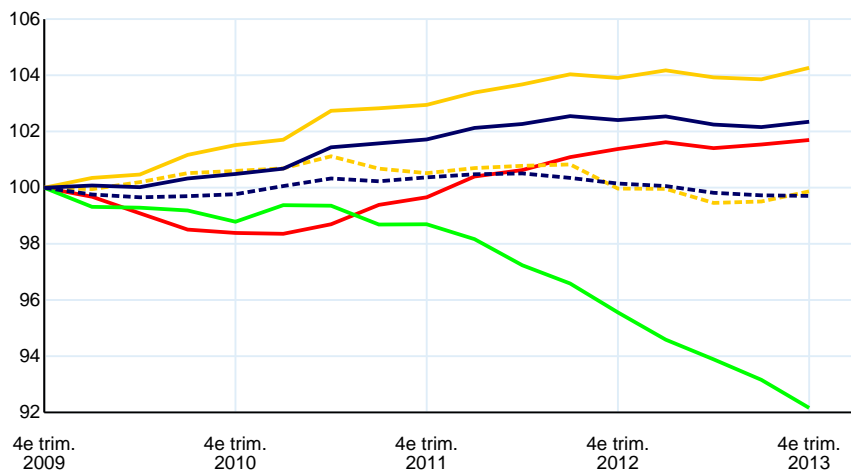
Recul prononcé de l'emploi dans la construction

Les pertes d'emploi s'accroissent dans le secteur de la construction en Midi-Pyrénées, en lien avec les difficultés du marché de l'immobilier et en particulier de la construction de logements. Plus de 2 300 emplois sont supprimés en 2013 (- 3,6 %) après 2 100 en 2012 (- 3,2 %). Midi-Pyrénées est une des régions françaises où le recul de l'emploi dans ce secteur est le plus prononcé. En France métropolitaine, la construction perd 26 000 salariés en 2013, soit - 1,8 %.

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Midi-Pyrénées

- Industrie
- Construction
- Tertiaire principalement marchand hors intérim
- dont Commerce
- Emploi hors intérim Midi-Pyrénées
- Emploi hors intérim France métropolitaine

en indice base 100 au 2009 T4



Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Le tertiaire marchand hors intérim résiste

Dans le secteur tertiaire marchand hors intérim de Midi-Pyrénées, l'emploi salarié progresse de 0,3 % en 2013 après + 0,9 % en 2012. En 2013, les principaux secteurs créateurs d'emplois sont les activités financières et d'assurance (+ 700 salariés) et la logistique (+ 500 salariés dans les transports et l'entreposage). À l'inverse, les activités immobilières et le commerce perdent des salariés, respectivement 150 et 140. L'emploi stagne dans les services aux entreprises (hors intérim) alors qu'il avait progressé de 2 200 salariés en 2012 (+ 2,1 %). Au total, 1 500 emplois supplémentaires sont créés en 2013 dans le tertiaire marchand hors intérim en Midi-Pyrénées. En France métropolitaine, ce secteur gagne 7 400 salariés en 2013, soit + 0,1 %.

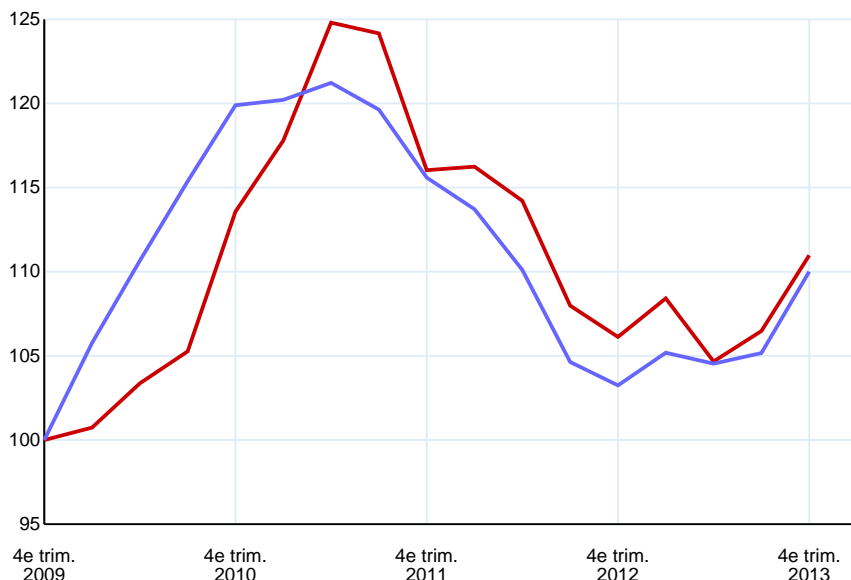
L'intérim rebondit au second semestre

L'intérim est souvent considéré comme un indicateur avancé des évolutions de l'emploi salarié. Il peut varier rapidement car les entreprises s'en servent pour ajuster l'emploi aux variations conjoncturelles de l'activité économique. Après avoir reculé de 300 salariés au cours du 1^{er} semestre 2013, l'emploi intérimaire regagne 1 300 personnes au 2nd semestre en Midi-Pyrénées. Sur l'ensemble de l'année, l'intérim progresse de 4,6 % dans la région, un peu moins fortement qu'au niveau national (+ 6,5 %). Ce rebond n'efface cependant pas les pertes de 2012 : - 8,6 % en Midi-Pyrénées (- 2 100 intérimaires) et - 10,7 % en France métropolitaine.

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

— Midi-Pyrénées — France métropolitaine

en indice base 100 au 2009 T4



Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Moindre recours à l'intérim dans l'industrie

L'industrie, en Midi-Pyrénées comme au niveau national, est le premier grand secteur pour le volume de travail intérimaire ; il emploie l'équivalent de 10 000 intérimaires à plein temps (ETP) au 4^e trimestre 2013. Malgré le dynamisme de la fabrication de matériels de transport, qui inclut la construction aéronautique et spatiale, l'intérim industriel recule de 1,6 % entre fin 2012 et fin 2013 (soit une perte de 150 ETP). Les industries agroalimentaires ont plus recours à l'intérim en fin d'année 2013 que sur la même période en 2012, après un net ralentissement au premier semestre. Le troisième secteur industriel pour l'emploi d'intérimaires dans la région est la métallurgie : ce secteur emploie 1 360 intérimaires en moyenne au 4^e trimestre 2013, soit 1 % de moins qu'un an auparavant.

La construction emploie 29 % des intérimaires en Midi-Pyrénées (21 % en France), soit 6 600 ETP. Alors que l'intérim y est au plus bas en début d'année, l'amélioration du second semestre permet de terminer l'année avec 400 intérimaires de plus au 4^e trimestre 2013 par rapport à 2012.

Dans le tertiaire, le commerce est le principal secteur utilisateur de travail temporaire, avec l'équivalent de 2 000 intérimaires à plein temps au cours du 4^e trimestre 2013. Le recours à l'intérim y connaît une nouvelle embellie par rapport à fin 2012 : + 11 % soit 200 ETP supplémentaires. Dans les services, l'intérim gagne 2 % entre fin 2012 et fin 2013 (+ 100 ETP), en particulier grâce aux transports (+ 230 ETP), alors que l'intérim est stable voire orienté à la baisse dans les autres services.

Seuls la Haute-Garonne et le Gers tirent leur épingle du jeu

En 2013, l'emploi salarié marchand recule dans la plupart des départements en Midi-Pyrénées, à l'exception de la Haute-Garonne (+ 0,7 %) et du Gers (+ 0,3 %). En Haute-Garonne, l'emploi salarié progresse dans tous les grands secteurs d'activité, sauf la construction où les pertes d'emplois sont nombreuses (- 3,8 %). Dans le Gers, les créations nettes d'emplois sont portées par l'industrie et l'intérim. Dans les autres départements, les pertes nettes d'emplois sont les plus fortes dans les Hautes-Pyrénées (- 1,3 %), l'Aveyron (- 0,9 %), le Tarn (- 0,8 %) et l'Ariège (- 0,8 %). L'intérim progresse en 2013 dans la majorité des départements de la région, sauf en Ariège et en Tarn-et-Garonne. Lorsqu'il a lieu, ce rebond de l'intérim est souvent insuffisant pour compenser les pertes d'emploi dans la plupart des autres secteurs, dans la construction en particulier.

Emploi salarié par département et par secteur

en %

	2013 T4 (en milliers)	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Ariège	23,4	-2,7	-3,2	0,6	-0,3	-4,1	-0,8
Aveyron	53,1	-2,8	-1,9	0,3	-0,9	5,0	-0,9
Haute-Garonne	377,8	1,3	-3,8	1,1	0,8	4,7	0,7
Gers	29,9	3,4	-5,1	0,1	-0,8	11,4	0,3
Lot	30,3	0,4	-2,4	-0,5	-1,1	12,2	-0,4
Hautes-Pyrénées	43,1	1,1	-5,3	-1,5	-1,8	1,0	-1,3
Tarn	64,9	-1,6	-3,8	0,1	-1,3	11,2	-0,8
Tarn-et-Garonne	40,6	0,8	-2,2	-0,5	0,2	-7,1	-0,4
Midi-Pyrénées	663,2	0,3	-3,6	0,6	-0,1	4,6	0,1

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Chômage Le taux de chômage se stabilise en 2013

Dominique Fiche (Directrice), Bertrand Ballet (Insee)

Résumé

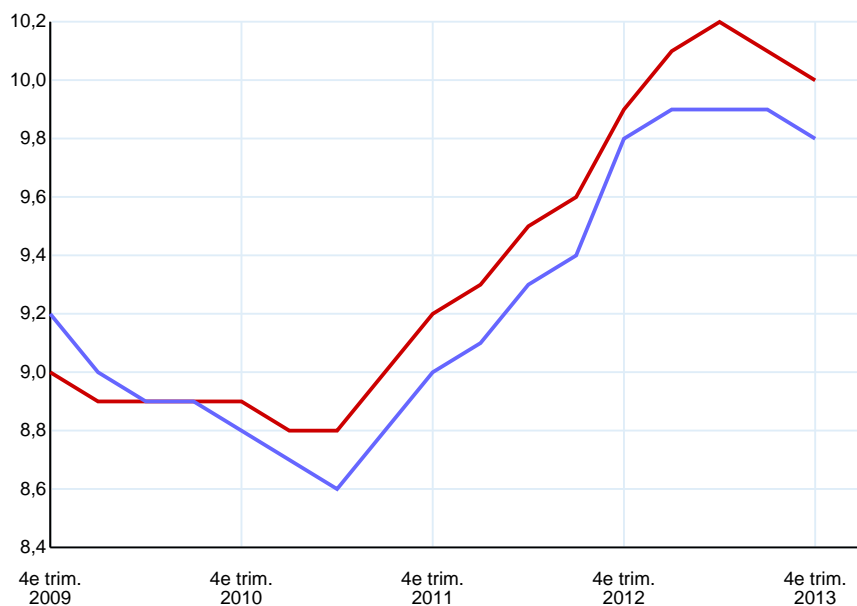
Après avoir culminé à 10,2 % des actifs midi-pyrénéens à la mi-2013, le taux de chômage revient à 10,0 % en fin d'année, soit un niveau comparable à celui de fin 2012. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi continue de progresser, essentiellement au 1^{er} semestre. Le chômage partiel repart à la hausse, en particulier dans les zones touristiques des Hautes-Pyrénées touchées par les inondations de juin 2013. L'essor des « Emplois d'Avenir » ciblés sur les jeunes de moins de 25 ans compense le recul des autres « Contrats Uniques d'Insertion ».

En 2013, le taux de chômage se stabilise en Midi-Pyrénées (+ 0,1 point) après avoir fortement augmenté l'année précédente (+ 0,7 point). La forte hausse du chômage en 2012 s'est poursuivie au cours du 1^{er} semestre 2013 (+ 0,3 point), avant de s'inverser au cours du 2nd semestre (- 0,2 point) avec l'amélioration progressive de l'activité et de l'emploi. Fin 2013, le taux de chômage régional s'établit ainsi à 10,0 % de la population active, légèrement plus haut qu'en France métropolitaine (9,8 %).

Évolution trimestrielle du taux de chômage

— Midi-Pyrénées — France métropolitaine

en % de la population active



Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Au niveau national, trois éléments permettent d'expliquer la stabilité du taux de chômage en 2013 :

- la situation des jeunes sur le marché du travail s'améliore : elle est plus sensible aux variations conjoncturelles de l'activité et elle bénéficie de la montée en puissance des contrats aidés dans le secteur non marchand ;
- le taux de chômage des seniors se stabilise : les départs en retraite sont plus nombreux que les années précédentes, avec l'entrée en vigueur d'une mesure facilitant le retrait d'activité des personnes ayant débuté leur carrière très jeunes ;
- la progression du taux de chômage des personnes âgées de 25 à 49 ans se modère, certaines d'entre elles s'éloignant du marché du travail.

En 2013, la hausse du taux de chômage s'interrompt dans la quasi-totalité des départements de Midi-Pyrénées, à l'exception de la Haute-Garonne où il augmente encore un peu au cours du 2nd semestre. Ainsi, fin 2013, cinq départements de la région ont un taux de chômage supérieur à la moyenne régionale : l'Ariège, les Hautes-Pyrénées, le Tarn-et-Garonne, le Tarn et la Haute-Garonne. Le Lot, et surtout, le Gers et l'Aveyron bénéficient d'un taux de chômage plus faible.

Taux de chômage

en % de la population active

	2012 T4	2013 T1	2013 T2	2013 T3	2013 T4 (p)	Évolution 2013T4/2012T4 (en points de %)
Ariège	12,2	12,5	12,7	12,5	12,2	0,0
Aveyron	7,2	7,5	7,7	7,6	7,2	0,0
Haute-Garonne	9,9	10,1	10,1	10,1	10,2	0,3
Gers	7,8	8,0	8,1	8,0	7,9	0,1
Lot	9,5	9,6	9,6	9,6	9,4	-0,1
Hautes-Pyrénées	11,2	11,3	11,5	11,6	11,3	0,1
Tarn	10,9	11,0	11,0	10,9	10,8	-0,1
Tarn-et-Garonne	10,8	11,2	11,3	11,2	10,9	0,1
Midi-Pyrénées	9,9	10,1	10,2	10,1	10,0	0,1
France métropolitaine	9,8	9,9	9,9	9,9	9,8	0,0

p : données provisoires.

Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

La demande d'emploi augmente en 2013 pour la 6^e année consécutive

En Midi-Pyrénées, 244 600 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont en recherche active d'emploi (catégories A, B et C) fin 2013, soit une progression de 7,3 % en un an (+ 16 500). Les trois quarts de la hausse de 2013 se concentre sur le 1^{er} semestre. Pour la 6^e année consécutive, la demande d'emploi augmente d'au moins 6 %. Depuis fin 2007, la hausse atteint 65,6 %. Elle est plus importante en Midi-Pyrénées qu'en France métropolitaine, que ce soit en 2013 ou sur une plus longue période, du fait notamment du dynamisme de la population active lié à l'attractivité de la métropole toulousaine.

De nombreux facteurs peuvent expliquer des divergences d'évolution entre la demande d'emploi et le chômage (au sens du BIT). S'agissant des inscrits à Pôle emploi, des modifications réglementaires peuvent influencer sur les comportements d'inscription ou de maintien dans la liste. Par exemple, au cours des dernières années : l'avancée progressive de l'âge autorisant la dispense de recherche d'emploi (DRE) à partir de 2009 puis son abrogation à compter du 1er janvier 2012, la mise en place du revenu de solidarité active (RSA) qui induit une inscription obligatoire à Pôle emploi ou encore l'abaissement à quatre mois de la durée minimale d'affiliation ouvrant droit à indemnisation par l'assurance chômage en 2009 ont eu un impact sur le nombre de personnes inscrites notamment en catégorie A. La situation de chômeur au sens du BIT repose quant à elle sur des critères factuels de recherche et de disponibilité, qui ne sont pas directement liés aux évolutions administratives ou réglementaires. Cependant, selon le contexte économique et social, les comportements de recherche d'emploi peuvent fluctuer : les personnes les plus éloignées du marché du travail peuvent relâcher leurs efforts de recherche (chômeurs découragés), ce qui les conduit à être classées au sein du halo du chômage si elles déclarent seulement souhaiter travailler (mais ne pas rechercher activement), voire à être classées comme inactifs « purs », hors halo du chômage, si elles déclarent ne plus souhaiter travailler.

Les seniors, pour la cinquième année consécutive, connaissent la plus forte dégradation de leur situation avec une nouvelle hausse de la demande d'emploi de 13 % en 2013 (+ 130 % depuis fin 2007). La suppression progressive de la dispense de recherche d'emploi ainsi que l'allongement progressif de la durée de cotisation pour l'obtention d'une retraite à taux plein expliquent en partie cette évolution. La demande d'emploi des moins de 25 ans n'augmente que de 2,7 % sur l'année, avec même un léger repli au 2nd semestre. Les jeunes s'en sortent le mieux depuis quatre ans, mais ils avaient été durement touchés au début de la crise par la chute de l'intérim et des contrats à durée déterminée. Ainsi, depuis fin 2007, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a progressé de 61,4 % en Midi-Pyrénées. Sur cette période, la hausse des demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans est plus faible (+ 52,1 %). En 2013, leur effectif augmente de 6,6 %. Quelle que soit la tranche d'âge, la demande d'emploi des hommes augmente plus rapidement que celle des femmes.

Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2013 (en milliers)		Glissement annuel (en %) (1)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	116,8	81,7	8,9	8,6
Femmes	127,8	77,6	5,9	6,3
Moins de 25 ans	38,1	26,5	2,7	2,3
25 à 49 ans	154,2	97,4	6,7	6,7
50 ans ou plus	52,3	35,3	13,0	13,9
Inscrits depuis plus d'un an	100,5	nd	13,2	nd
Midi- Pyrénées	244,6	159,3	7,3	7,5
France métropolitaine	4 974,4	3 372,0	6,1	5,6

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2012 et le 31/12/2013

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

La demande d'emploi de longue durée (inscription depuis un an ou plus) progresse de nouveau fortement. Fin 2013, 41,1 % des demandeurs d'emploi sont dans cette situation. Depuis fin 2007, la hausse atteint 109 % pour ceux inscrits depuis plus d'un an. Elle atteint même 120 % pour ceux inscrits depuis plus de deux ans (désormais plus d'un demandeur d'emploi sur cinq est dans ce cas) contre « seulement » 44,6 % pour ceux inscrits depuis moins d'un an. La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus varie avec l'âge : de 18,4 % pour les jeunes à 40,9 % pour les 25-49 ans et 58,3 % pour les seniors. La demande d'emploi de longue durée affecte un peu plus les femmes (41,9 %) que les hommes (40,3 %).

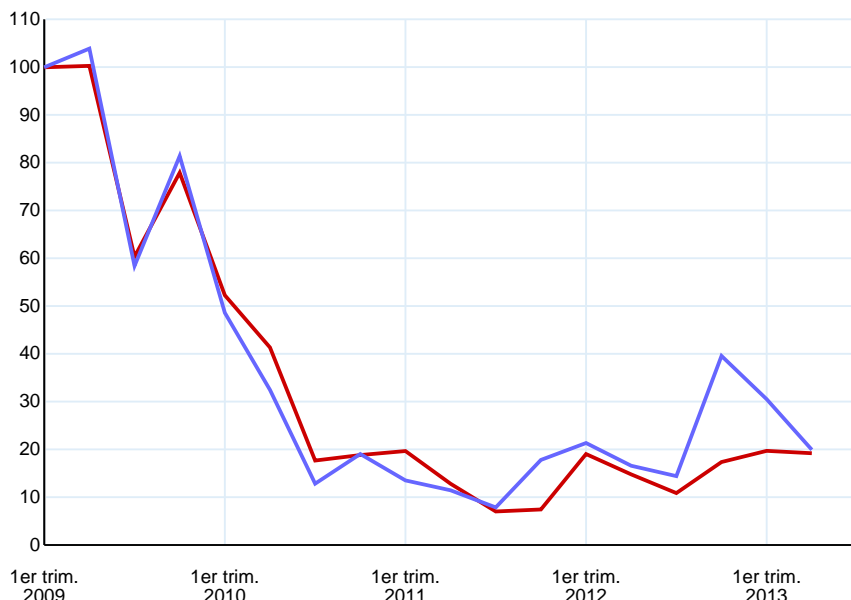
Nette reprise du chômage partiel

Le chômage partiel repart fortement à la hausse en 2013, que ce soit pour les demandes formulées par les entreprises ou pour les heures effectivement non travaillées. Sur l'ensemble de l'année, près de 3 millions d'heures ont été autorisées dans la région, contre environ 1 million lors des deux années précédentes. Les intempéries de juin dans les Pyrénées expliquent en partie cette forte progression : un tiers des autorisations régionales concerne les Hautes-Pyrénées où autant d'heures de chômage partiel ont été sollicitées pour cette seule année 2013 que depuis le début de la crise. Dans une moindre mesure, la hausse touche également la Haute-Garonne, mais aussi l'Aveyron et le Tarn.

Heures consommées d'activité partielle

— Midi-Pyrénées — France métropolitaine

en indice base 100 au 2009 T1



Note : données brutes, hors conventions FNE et APLD (activité partielle de longue durée).

Source : DARES-DGEFP, extraction Silex.

Les anticipations des chefs d'entreprise ne se concrétisent pas toutes. Ainsi en 2013, la hausse des heures effectivement non travaillées est moins importante que celle des heures de chômage partiel autorisées. Avec plus de 650 000 heures non travaillées, l'activité réduite progresse de 56 % par rapport à l'année précédente. Mais elle reste bien inférieure à celle enregistrée en 2010 et surtout en 2009. Ainsi, dans les Hautes-Pyrénées, 19 % du chômage partiel autorisé est utilisé en 2013 contre 41 % en 2012. Néanmoins, le volume d'heures non travaillées progresse fortement, en particulier dans les zones touristiques victimes des inondations. Au total, près de 70 000 heures sont chômées dans l'hôtellerie et la restauration en 2013 (20 000 en 2012) dans la région et le commerce est également fortement impacté. Dans le reste du tertiaire, les activités d'architecture et d'ingénierie arrivent juste derrière le commerce pour le recours au chômage partiel.

L'industrie demeure le secteur faisant le plus appel à ce dispositif, avec 48 % des heures non travaillées en 2013. Cette part continue à décroître puisqu'elle était de 53 % en 2012 et de 87 % au plus fort de la crise en 2009. La métallurgie et la fabrication de produits minéraux non métalliques utilisent à eux seuls 100 000 heures de chômage partiel (40 000 en 2012). Dans les industries alimentaires, l'industrie textile, du travail du bois, de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, le chômage partiel est en forte augmentation. Chacun de ces secteurs consomme 25 000 heures non travaillées en 2013.

L'essor des emplois d'avenir est plus important que le repli des contrats uniques d'insertion

Le « Contrat Unique d'Insertion » (CUI) mis en place en 2010 reprenait initialement la forme d'un « Contrat Initiative Emploi » (CIE) dans le secteur marchand ou d'un « Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi » (CAE) dans le secteur non marchand. Depuis fin 2012, les « Emplois d'Avenir » (EAv) s'inscrivent également dans le cadre du CUI. Ils sont toutefois distingués des autres CUI (regroupement des CAE et CIE) dans l'analyse qui suit.

En 2013, 15 800 CUI hors EAv sont signés en Midi-Pyrénées, soit 2 400 de moins que l'année précédente. Cette baisse est à rapprocher de l'essor des EAv qui totalisent près de 4 000 contrats enregistrés en 2013.

Les CUI comme les EAv sont utilisés à environ 85 % dans le secteur non marchand. En 2013, les CUI sont en recul dans le secteur non marchand alors qu'ils progressent légèrement dans le secteur marchand. Les associations sont les principales bénéficiaires des contrats aidés : 40 % des CUI et 34 % des EAv. Les communes emploient un quart des EAv, soit une proportion bien plus importante que pour les CUI. À l'inverse, les lycées et collèges sont les deuxièmes employeurs de CUI alors qu'ils n'ont quasiment recours à aucun EAv.

Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

	2012	2013 (p)	Évolution 2013/2012 (en %)
Contrats en alternance			
Contrats de professionnalisation	6 906	6 641	-3,8
Contrats d'apprentissage du secteur privé	12 266	12 279	0,1
Emplois aidés du secteur marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative à l'emploi (CUI-CIE)	2 065	2 168	5,0
Emplois d'avenir	1	637	///
Emplois aidés du secteur non marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE)	16 161	13 816	-14,5
Emplois d'avenir	65	3 354	///
Mesures d'accompagnement des jeunes			
Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	6 496	6 304	-3,0

p : données provisoires.

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

Note : extraction au 29/04/2014.

Source : DARES.

En 2013, le recul du nombre de CUI se fait exclusivement sur les jeunes âgés de 25 ans ou moins : 2 800 contrats de moins qu'en 2012. Ce même public concentre la quasi-totalité des emplois d'avenir. En cumulant les deux dispositifs, les jeunes bénéficient de 1 000 contrats aidés de plus en 2013 qu'en 2012. La hausse est également notable pour les 26-35 ans. Au-delà de 35 ans, les entrées en contrats restent stables. Cette tranche d'âge concentre la moitié des nouveaux CUI et ne signe aucun EAv. Les deux tiers des CUI sont signés par des femmes contre un peu plus de la moitié des emplois d'avenir. Cette différence s'explique par le poids des CUI de l'éducation nationale où les bénéficiaires sont à 90 % des femmes. Les hommes sont majoritaires dans le secteur marchand, que ce soit dans les CUI ou dans les emplois d'avenir. À l'inverse, les femmes sont largement majoritaires dans le secteur non marchand.

Trois emplois d'avenir sur quatre sont destinés à un non-bachelier contre seulement la moitié des CUI. Le CUI est plus souvent destiné à un demandeur d'emploi de longue durée que l'emploi d'avenir. En effet, les EAv visent les jeunes de 25 ans ou moins (qui ne restent pas durablement demandeurs d'emploi), alors que le CUI cible les demandeurs d'emploi ayant des difficultés persistantes d'accès à l'emploi parmi lesquels les seniors (une bonne partie d'entre eux sont demandeurs d'emploi de longue durée).

Deux emplois d'avenir sur trois sont signés pour trois ans et la plupart des autres ont une durée d'un an renouvelable. Plus d'un CUI sur deux est signé pour un an et la majorité des autres pour six mois.

L'emploi d'avenir est soumis à la mise en place d'un accompagnement et d'une formation du bénéficiaire. Ainsi, le contrat prévoit un accompagnement du bénéficiaire dans 96 % des emplois d'avenir (84 % des CUI). La moitié des

emplois d'avenir inclue une action qualifiante contre 20 % des CUI. Les trois quarts des emplois d'avenir sont accompagnés d'une adaptation au poste de travail, contre deux tiers des CUI. L'acquisition de nouvelles compétences est prévue dans 84 % des EAv et 67 % des CUI.

Recul des contrats de professionnalisation, maintien de l'apprentissage

L'alternance est un autre moyen de favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail via un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage. En 2013, 6 640 contrats de professionnalisation sont enregistrés en Midi-Pyrénées, soit 4 % de moins que l'année précédente. Il s'agit du nombre le plus faible des quatre dernières années. Seule la Haute-Garonne enregistre plus de contrats de professionnalisation qu'en 2012 alors que le recul dépasse 10 % dans les autres départements. L'industrie conclut plus de contrats en 2013 qu'en 2012, compensant partiellement le repli dans la construction et le tertiaire. Ce dernier secteur accueille toutefois les trois quarts des stagiaires. Les nouveaux contrats de 2013 sont toutefois plus longs que ceux de 2012.

Les contrats d'apprentissage enregistrés sur l'année civile 2013 sont aussi nombreux qu'en 2012 dans la région, au-dessus des 12 000.

Démographie des entreprises Recul marqué des créations d'entreprises et hausse sensible des défaillances

Marie-Claire Tesseyre (Insee)

Résumé

En 2013, le nombre de créations d'entreprises baisse sensiblement en Midi-Pyrénées, plus fortement qu'en France. Ce recul, dû à la forte diminution des immatriculations d'auto-entreprises, est accentué dans la région par le repli des créations de sociétés. En 2013, les défaillances d'entreprises repartent à la hausse en Midi-Pyrénées, là encore plus fortement qu'au niveau national.

En 2013, 24 300 entreprises ont vu le jour en Midi-Pyrénées. Ce nombre est en recul de 5,5 % après une légère hausse en 2012 (+ 1,6 %). Le repli est toutefois nettement moins prononcé qu'en 2011 (- 14,3 %). Néanmoins Midi-Pyrénées est la région de métropole où les créations d'entreprises reculent le plus en 2013. La progression des créations d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs (+ 5,5 %) ne compense pas le recul des immatriculations d'auto-entreprises (- 9,2 %) et la baisse des nouvelles sociétés créées (- 5,1 %).

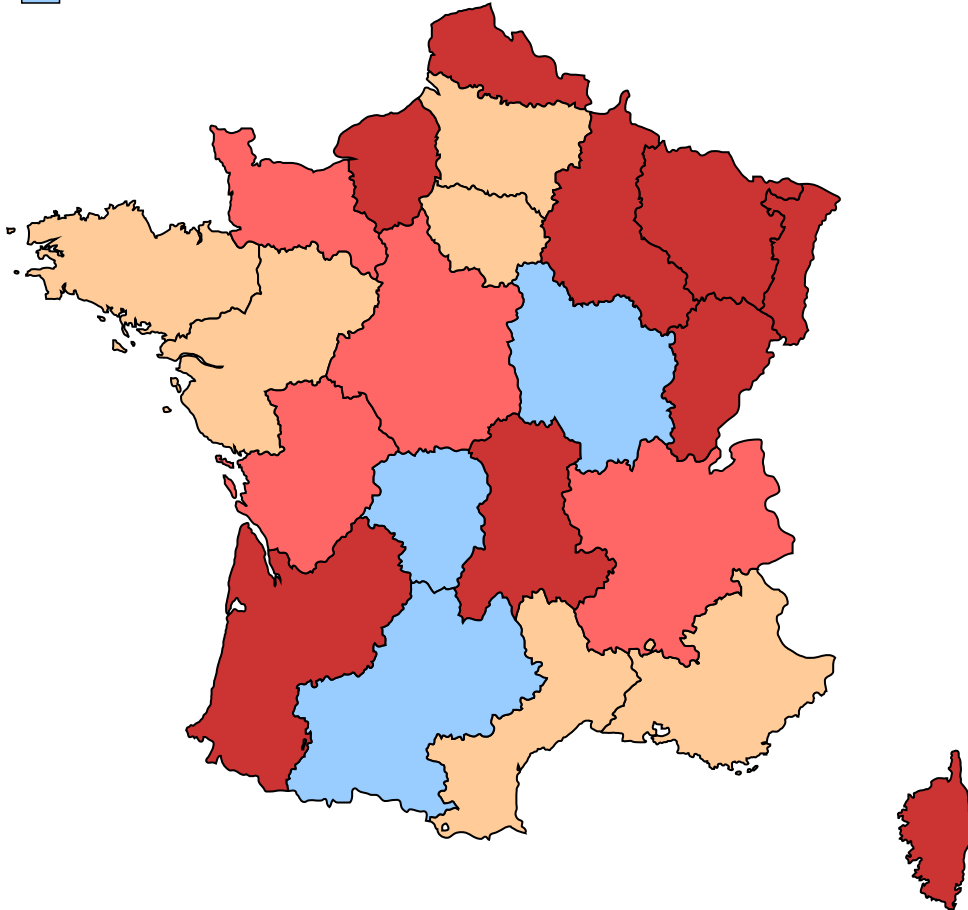
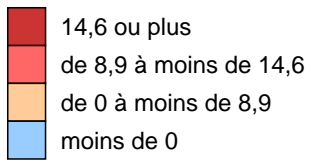
Au niveau national, le repli des immatriculations d'auto-entreprises est proche de celui de Midi-Pyrénées (- 10,3 %). Il est en partie compensé par l'essor des autres créations d'entreprises individuelles (+ 27,3 %).

Depuis l'instauration du régime de l'auto-entrepreneur en 2009, les nouvelles immatriculations sous ce régime représentent la majorité des demandes de créations, même si leur part faiblit (55 % en 2013 après 58 % en 2012) en Midi-Pyrénées comme en France (51 % en 2013 après 56 % en 2012).

Évolution annuelle régionale des créations d'entreprises, hors auto-entreprises

France métropolitaine : +8,9%

Évolution de 2012 à 2013 (en %)



©IGN-Insee 2014

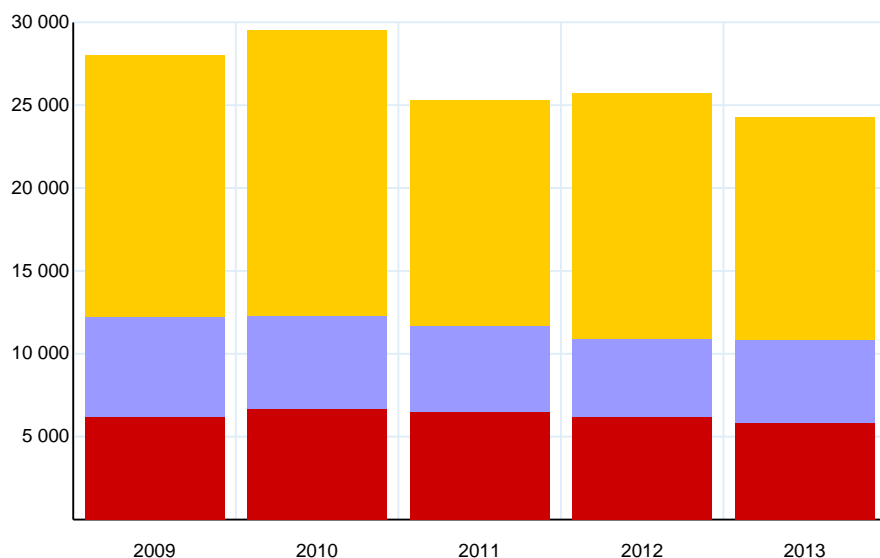
Champ : France métropolitaine, hors auto-entrepreneurs.

Ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Créations d'entreprises dans la région Midi-Pyrénées

- Sociétés
- Entreprises individuelles hors auto-entreprises
- Auto-entreprises



Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Baisse dans tous les secteurs à l'exception de l'industrie

En Midi-Pyrénées, tous les secteurs d'activité sont touchés par la baisse du nombre total de créations, à l'exception de l'industrie (+ 1,8 %). Mais ce secteur représente moins de 2 % des créations totales dans la région. La baisse la plus marquée concerne la construction (- 10,8 %).

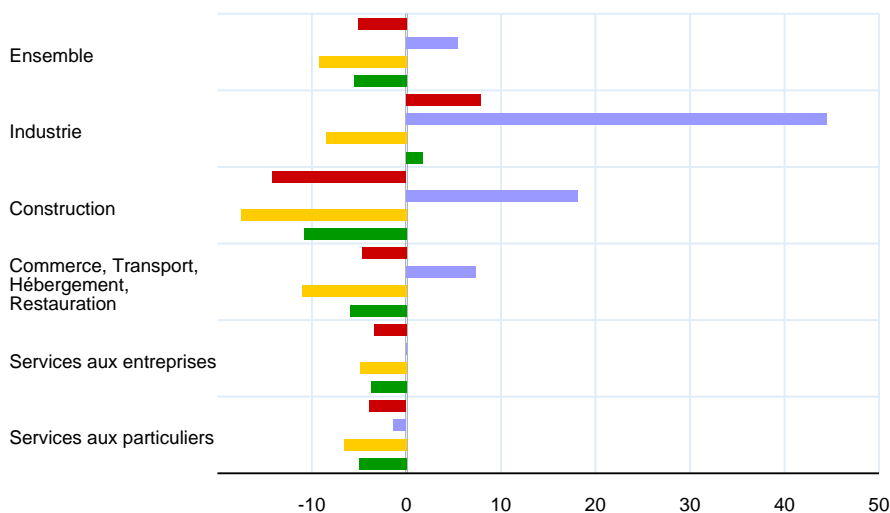
En 2013, les immatriculations d'auto-entreprises diminuent dans tous les secteurs d'activité, et de façon significative dans la construction et le secteur regroupé du commerce, transport, hébergement et restauration.

Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises individuelles sont en progression dans tous les secteurs à l'exception des services. À l'inverse, les créations de sociétés reculent dans tous les secteurs sauf l'industrie.

Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2012 et 2013 dans la région Midi-Pyrénées

— Sociétés — Entreprises individuelles hors auto-entreprises
 — Auto-entreprises — Ensemble

en %



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Aucun département n'est épargné par la baisse

En 2013, le nombre total de créations d'entreprises recule dans tous les départements de Midi-Pyrénées : de - 2,5 % dans le Lot à - 11,7 % dans l'Ariège. Les immatriculations d'auto-entreprises baissent également partout. Elles fléchissent le plus dans le Tarn-et-Garonne (- 23,9 %) et dans le Gers (- 19,2 %). À l'opposé, le nombre de créations hors auto-entrepreneurs augmente le plus dans ces deux mêmes départements : respectivement + 27,0 % et + 8,8 %, grâce aux créations d'entreprises individuelles. Le nombre de créations hors auto-entrepreneurs progresse légèrement dans l'Aveyron (+ 1,9 %) et dans le Lot (+ 0,8 %).

Créations d'entreprises par département

en %

	Sociétés	Entreprises individuelles hors auto-entreprises	Régime d'auto-entrepreneur	Ensemble	
	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Créations en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012
Ariège	-3,3	-14,3	-13,4	1 288	-11,7
Aveyron	12,4	-7,9	-12,2	1 644	-6,3
Haute-Garonne	-5,0	2,5	-5,9	12 253	-4,3
Gers	-9,7	33,6	-19,2	1 343	-7,3
Lot	-8,5	6,5	-5,7	1 236	-2,5
Hautes-Pyrénées	-15,3	-7,3	-3,7	1 699	-7,3
Tarn	-6,8	-5,6	-6,5	2 720	-6,4
Tarn-et-Garonne	-3,6	73,3	-23,9	2 091	-5,7
Midi-Pyrénées	-5,1	5,5	-9,2	24 274	-5,5
France métropolitaine	-0,3	27,3	-10,3	520 997	-1,9

Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

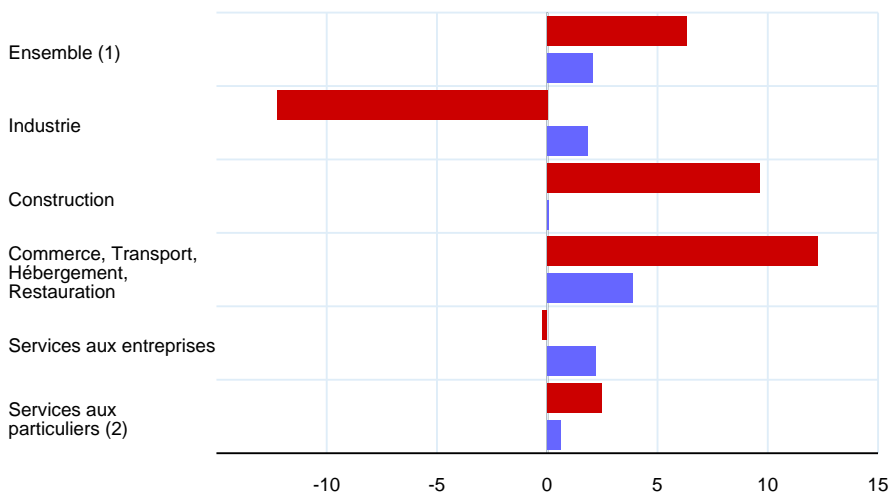
Les défaillances d'entreprises repartent à la hausse

En 2013, 2 781 défaillances d'entreprises sont jugées en Midi-Pyrénées. Après avoir stagné en 2012, elles repartent à la hausse (+ 6,3 %), plus fortement qu'au niveau national (+ 2,1 %). Midi-Pyrénées est la 4^e région de métropole où les défaillances d'entreprises progressent le plus en 2013.

Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2012 et 2013 dans la région Midi-Pyrénées

— Midi-Pyrénées — France Métropolitaine

en %



(1) : y compris agriculture.

(2) : hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 7/2/14).

Dans la région, elles augmentent fortement dans le secteur regroupé du commerce, transport, hébergement et restauration (+ 12,3 %) et dans la construction (+ 9,6 %). L'industrie se distingue par une baisse sensible (- 12,3 %). La Haute-Garonne concentre près de la moitié (46 %) des défaillances régionales en 2013. Celles-ci sont en hausse de 5 % par rapport à 2012 dans ce département. Elles augmentent encore bien plus fortement dans le Tarn (+ 24,6 %), dans le Tarn-et-Garonne (+ 14,6 %) et dans le Gers (+ 10,0 %). Elles diminuent significativement dans le Lot (- 12,5 %).

Défaillances d'entreprises par département

	Défaillances 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (%)
Ariège	122	-2,4
Aveyron	182	2,2
Haute-Garonne	1 289	5,1
Gers	165	10,0
Lot	140	-12,5
Hautes-Pyrénées	216	-0,9
Tarn	360	24,6
Tarn-et-Garonne	307	14,6
Midi-Pyrénées	2 781	6,3
France métropolitaine	60 787	2,1

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 7/2/14).

Défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité

en %

	Midi-Pyrénées		France métropolitaine	
	Défaillances 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Défaillances 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012
Agriculture	60	3,4	1 226	1,3
Industrie	179	-12,3	4 586	1,8
Construction	739	9,6	15 340	0,1
Commerces, Transports, Hébergement et Restauration	1 106	12,3	23 191	3,9
Services aux entreprises	445	-0,2	11 313	2,2
Services aux particuliers	250	2,5	5 046	0,6
Ensemble	2 781	6,3	60 787	2,1

Note : données brutes, en date de jugement. La somme des secteurs peut ne pas correspondre au total de la région.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 7/2/14).

Agriculture Chute du revenu agricole en 2013 avec de fortes disparités

Auteur : Vincent Darmuzey (Draaf)

Résumé

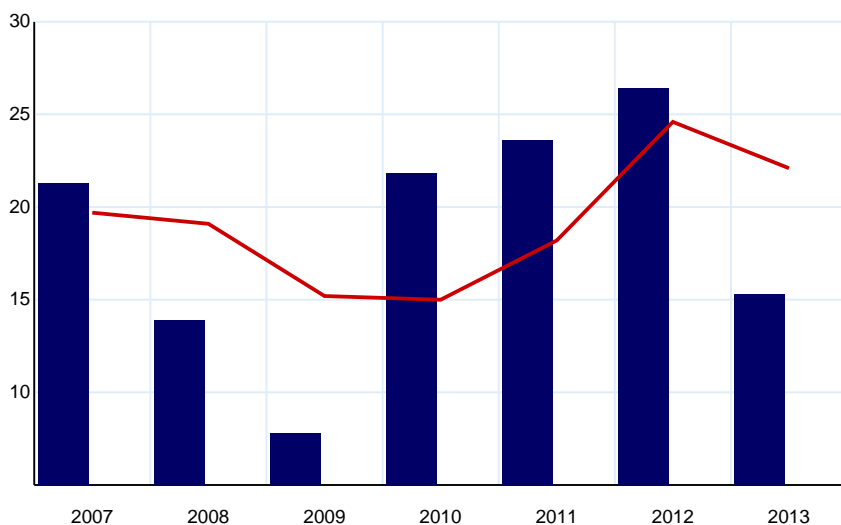
En 2013, après trois ans de hausse consécutive, le revenu moyen agricole est en forte baisse en Midi-Pyrénées. Des événements climatologiques défavorables à la plupart des cultures et une chute des cours de plusieurs produits agricoles tirent les revenus des exploitants vers le bas. Pour les éleveurs, les bons niveaux de prix des productions bovines ne suffisent pas à compenser le repli de la production et la hausse du coût de l'alimentation du bétail.

En 2013, le résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié (RCAI/Utans) des moyennes et grandes exploitations agricoles de Midi-Pyrénées se replie de 37 % par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Cette baisse masque de fortes disparités entre les différentes orientations de production. Les évolutions extrêmes sont de + 23 % pour l'arboriculture fruitière et de - 24 % pour les grandes cultures.

Baisse du revenu agricole en 2013 en Midi-Pyrénées

■ RCAI moyen par UTANS — RCAI par UTANS moyenne triennale glissante

en milliers d'euros



Notes : résultat courant avant impôts (RCAI) par unité de travail annuel non salarié (UTANS).
Données prévisionnelles 2013.

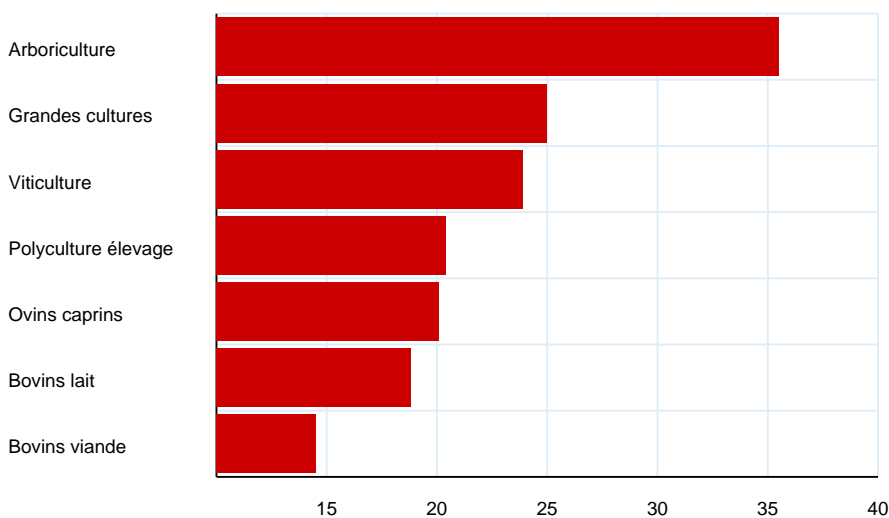
Champ : moyennes et grandes exploitations agricoles de Midi-Pyrénées.

Source : SSP - Agreste - RICA et indicateurs de revenu agricole.

Revenu agricole* 2013 par catégorie d'exploitations en Midi-Pyrénées

— Revenu agricole

en milliers d'euros



* Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel non salarié en moyenne triennale glissante (données prévisionnelles 2013).

Champ : moyennes et grandes exploitations agricoles de Midi-Pyrénées.

Source : SSP - Agreste - RICA et indicateurs de revenu agricole.

Météo d'exception en 2013

En 2013, la pluviométrie excédentaire à la normale (+ 50 %), les températures particulièrement basses en mai (2,3°C au-dessous de la normale) et les records de faible ensoleillement pénalisent particulièrement les cultures régionales. Ces aléas climatiques entraînent des retards de récolte de deux à trois semaines et une réduction des volumes récoltés.

Grandes cultures : rendements et prix en baisse

À l'inverse de la précédente, la campagne 2012-2013 est marquée par la baisse des rendements de toutes les grandes cultures. Le printemps pluvieux gêne fortement les semis des cultures d'été : maïs et tournesol.

La production régionale de maïs est particulièrement touchée avec une perte de rendement de 18 quintaux par hectare et une réduction de la collecte de presque 20 %. La production de céréales à paille est en baisse de 6 % pour le blé tendre et de 40 % pour le blé dur. Pour ce dernier, cela s'explique essentiellement par un recul des surfaces emblavées de 30 %.

La baisse des prix à la production, couplée à celle des récoltes de céréales, pèse sur les résultats courants des exploitations céréalières régionales.

Baisse de la production bovine, prix en hausse

Pour la deuxième année consécutive, l'offre de viande bovine est inférieure à la demande. La pénurie de vaches sur le marché français, liée à la moindre disponibilité de vaches de réforme du troupeau laitier, tire à la hausse les prix de toutes les catégories de gros bovins viande. Les engraisseurs maîtrisent la production du veau de boucherie pour maintenir le marché équilibré face à la baisse de la consommation.

Dans un contexte de demande mondiale de produits laitiers forte et porteuse, les négociations entre les éleveurs et les industriels aboutissent à l'augmentation du prix du lait payé au producteur. Si, à l'échelon national cette revalorisation permet d'enrayer et d'inverser la baisse des livraisons, en Midi-Pyrénées la collecte du lait de vache poursuit son érosion.

En 2013, les producteurs de Midi-Pyrénées livrent 7,6 millions d'hectolitres de lait à l'industrie, soit 6 % de moins qu'en 2012. Entre 2012 et 2013, le prix moyen passe de 327 euros à 353 euros pour 1 000 litres, mais cette augmentation ne suffit pas à relancer la production.

Viticulture : récolte et stocks de vin en baisse

En Midi-Pyrénées, la production de vins est en retrait de 33 % par rapport à 2012 qui était déjà une année à petits volumes. Les conditions climatiques très humides du printemps favorisent les attaques parasitaires et affaiblissent le potentiel de rendement. Cette faible récolte régionale arrive dans un contexte de stocks historiquement bas (- 47 % par rapport à la période 2009-2013), de bonne tenue de cours du vrac à l'automne et d'un marché mondial porteur.

Commercialisation compliquée pour la pomme

La production de pommes de Midi-Pyrénées progresse de 20 % en 2013 par rapport à 2012. L'offre abondante en « petits calibres » pénalise le marché. Durant toute la campagne de commercialisation, la demande est faible sur le marché français ainsi que sur l'Europe. Seules les variétés Gala et Granny bénéficient d'un écoulement régulier, dynamisé par la demande vers le grand export (Moyen-Orient, Asie). Les autres variétés souffrent d'un écoulement plus limité. Les niveaux de prix sont bas, notamment pour la variété Golden (inférieurs de 14 % à ceux de la campagne précédente).

Des problèmes de conservation se rencontrent sur de nombreuses variétés et constituent un frein à l'export. En fin de campagne de commercialisation, les quantités vendues restent en deçà d'une année normale et les stocks sont importants.

Le marché de la prune bénéficie de prix bien orientés durant toute la saison. Ces hausses de prix sont exceptionnelles, rapportées à la moyenne 2010-2012, soit + 147 % pour la variété Président et + 110 % pour Reine Claude dorée. Cela grâce à une consommation de fruits stimulée par la météorologie de l'été et à l'absence de la concurrence traditionnelle des produits venus d'Espagne et d'Italie.

Prix bas pour l'ail et le melon

La production régionale d'ail blanc souffre pour la deuxième année consécutive de problèmes de qualité : 20 à 30 % de la production est affectée par la maladie « café au lait » et 10 % par l'éclatement de bulbes. La pression exercée sur les prix par l'offre espagnole, abondante et de qualité, combinée à la dépréciation commerciale de l'ail français, entraîne la campagne française de commercialisation dans sa première crise conjoncturelle à compter de la mi-août, selon les critères officiels de l'Observatoire de la formation des prix et des marges. Durant toute la campagne, les prix affichent des niveaux inférieurs à ceux de 2012.

Les températures basses et les sols gorgés d'eau perturbent les mises en place de melon en Midi-Pyrénées. La production démarre avec un retard de deux à trois semaines. Les fortes chaleurs de juillet stimulent la consommation

mais provoquent un télescopage des productions début août. Les circuits de distribution sont rapidement saturés et les prix chutent brutalement jusqu'à un niveau plancher générant une crise conjoncturelle. Les volumes régionaux récoltés en septembre sont importants mais à cette époque de l'année le consommateur se détourne du produit et les prix restent bas, inférieurs à ceux de 2012.

Construction La construction de logements ne redémarre pas

Sokorn Marigot (Dreal)

Résumé

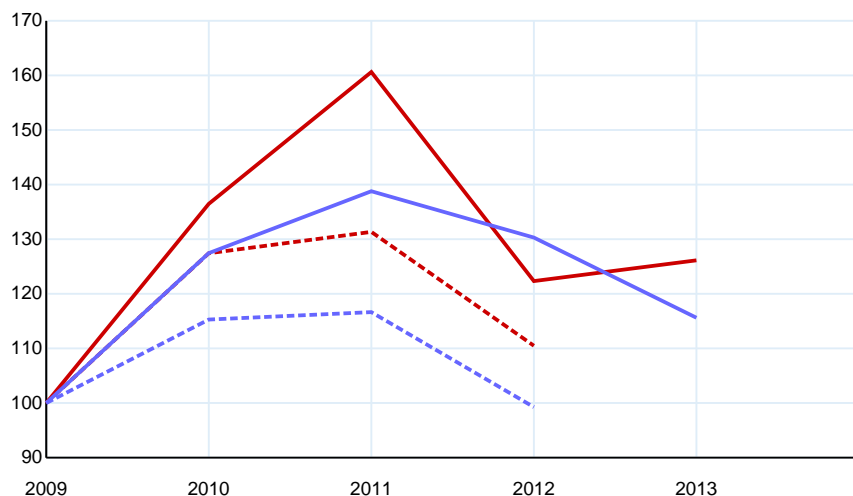
En 2013, le nombre de logements autorisés à la construction en Midi-Pyrénées progresse légèrement en Midi-Pyrénées après la chute de 2012. L'habitat collectif soutient cette amélioration, en particulier en Haute-Garonne. En revanche, les ouvertures de chantiers continuent de fléchir. Sur le marché des locaux d'activité, les surfaces autorisées rebondissent, en particulier pour des commerces ou des entrepôts, mais là encore, les mises en chantier ne suivent pas. Sur le marché immobilier, les ventes de logements neufs se maintiennent en 2013 en Midi-Pyrénées. La hausse des transactions pour des appartements compense leur baisse pour des maisons individuelles. Dans un contexte de prix toujours élevés, le stock de logements disponibles s'accroît malgré le recul des mises sur le marché. L'incertitude économique, le dynamisme des prélèvements obligatoires, l'évolution des dispositifs réglementaires et incitatifs pèsent eux aussi sur la demande et l'activité.

En Midi-Pyrénées, 23 200 logements sont autorisés à la construction en 2013, soit une hausse de 3 % en un an. Cet apparent regain intervient après une année 2012 de forte baisse. En France métropolitaine, le nombre de logements autorisés baisse fortement (- 11 % en 2013) pour la troisième année consécutive, malgré une forte demande potentielle. Au sein de la région, les évolutions sont contrastées. En Haute-Garonne, dans les Hautes-Pyrénées et en Ariège, le nombre de logements autorisés à la construction augmente alors qu'il baisse dans les autres départements. Le regain est essentiellement porté par l'habitat collectif (+ 30 %), alors que l'habitat individuel se replie (- 8 %). Ainsi, le segment du collectif est le moteur de la hausse en Haute-Garonne (+ 9 %), département qui concentre près de 60 % du volume régional des logements autorisés en 2013.

Évolution de la construction de logements

- Logements autorisés - Midi-Pyrénées
- - - Logements commencés - Midi-Pyrénées
- Logements autorisés - France métropolitaine
- - - Logements commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2009



Note : données brutes provisoires en date réelle.

Champ : logements individuels et collectifs.

Source : SOeS, Sit@del2.

Le net repli des autorisations en 2012 se traduit par un nouveau recul du nombre de logements mis en chantier en 2013 (- 23 % après - 16 % en 2012), plus prononcé en Midi-Pyrénées qu'en France métropolitaine, selon les premières données disponibles. Le marché de la construction de logements reste en crise en 2013 dans un contexte économique atone, avec une progression continue du chômage et des coûts de construction et du foncier toujours significativement élevés. Les incertitudes sur la reprise économique, la hausse des prélèvements obligatoires, avec notamment le relèvement des taux de TVA, d'un côté, et la réforme du prêt à taux zéro ainsi que les hésitations autour du dispositif Duflot, de l'autre contractent la demande de logements. Ainsi, la production de crédits à l'habitat liée à la construction neuve recule en 2013 en Midi-Pyrénées, malgré des taux d'emprunt particulièrement bas.

Logements autorisés par département

en %

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total		
	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)
Ariège	731	11,9	80	95,1	811	16,9	-14,0
Aveyron	993	-17,0	450	15,7	1 443	-9,0	-7,0
Haute-Garonne	5 217	2,2	8 594	13,3	13 811	8,8	-4,9
Gers	796	-13,2	228	81,0	1 024	-1,8	-14,5
Lot	754	-20,0	241	-9,1	995	-17,6	-7,1
Hautes-Pyrénées	1 045	-11,1	613	186,4	1 658	19,3	-11,7
Tarn	1 483	-18,1	531	9,0	2 014	-12,4	-8,0
Tarn-et-Garonne	1 150	-19,4	330	64,2	1 480	-9,0	-7,2
Midi-Pyrénées	12 169	-8,0	11 067	18,9	23 236	3,1	-7,1
France métropolitaine	171 851	-10,9	209 512	-11,6	381 363	-11,3	-2,2

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires en date réelle.

Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2.

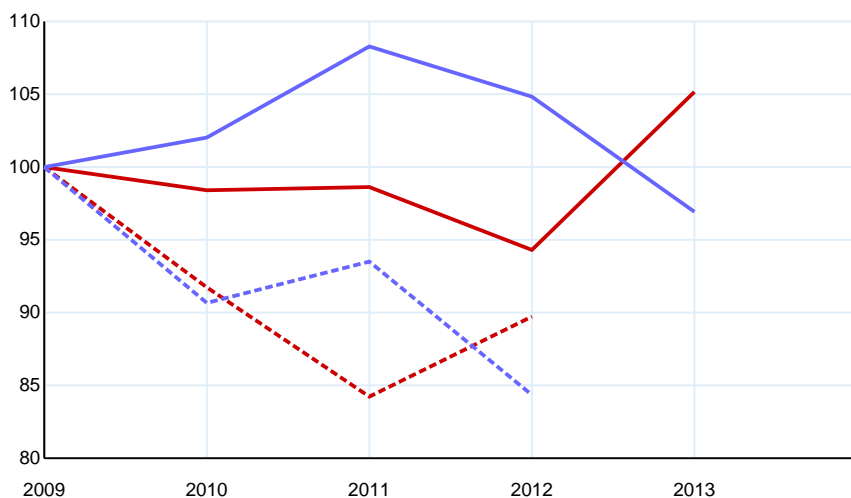
Rebond des surfaces autorisées de locaux non résidentiels

En 2013, en Midi-Pyrénées, plus de 2 300 milliers de m² de locaux non résidentiels sont autorisés à la construction, soit une progression de 11,5 % en un an. En France métropolitaine, ces surfaces diminuent de 7,5 % en un an. Toutefois, sur les cinq dernières années, la tendance est à une légère diminution des surfaces autorisées : - 4,4 % en moyenne annuelle en Midi-Pyrénées, contre - 2,0 % en France métropolitaine. Sur un an, les surfaces autorisées progressent particulièrement pour les entrepôts, le commerce, les exploitations agricoles ou forestières, ainsi que pour l'artisanat. À l'inverse, les surfaces autorisées pour les bureaux, l'hébergement hôtelier, l'industrie et le service public ou d'intérêt collectif régressent. En 2013, les exploitations agricoles et forestières représentent près d'un tiers des surfaces totales autorisées dans la région, soit un peu plus qu'en France (30 %).

Évolution de la construction de locaux non résidentiels

- Locaux autorisés - Midi-Pyrénées
- - - Locaux commencés - Midi-Pyrénées
- Locaux autorisés - France métropolitaine
- - - Locaux commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2009



Note : données brutes provisoires en date réelle.

Source : SOeS, Sit@del2.

En lien avec le recul des autorisations les années précédentes, les surfaces de locaux non résidentiels mises en chantier n'atteindraient que 1 300 milliers de m² en 2013, soit un repli de 17 % en un an, selon les premières données disponibles.

Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type

en %

	Midi-Pyrénées			France métropolitaine	
	Surfaces autorisées en 2013 (en milliers de m ²)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (1)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (1)
Artisanat	93	11,7	143,7	-8,9	103,3
Bureaux	205	-5,3	-10,9	-5,6	-1,0
Commerce	347	38,1	-4,5	-9,2	-0,8
Entrepôt	350	46,3	1,9	-23,8	9,1
Exploitation agricole ou forestière	740	21,5	-1,7	5,1	-0,5
Hébergement hôtelier	46	-14,3	1,1	-15,2	6,5
Industrie	170	-19,3	-15,7	-21,3	-16,3
Service public ou d'intérêt collectif	356	-12,2	-2,8	-3,7	-4,8
Ensemble	2 306	11,5	-4,4	-7,5	-2,0

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires en date réelle.

Source : SOeS, Sit@del2.

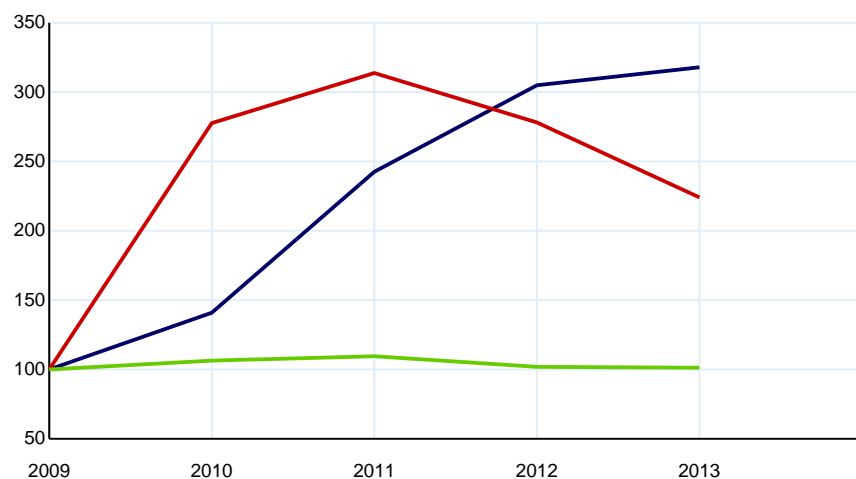
Baisse des logements neufs mis en vente

En 2013, 4 700 logements neufs sont mis en vente auprès des particuliers en Midi-Pyrénées, soit une baisse de 19 % en un an. Dans le même temps, le nombre de logements neufs vendus ou réservés par des particuliers se maintient dans la région (autour de 5 000 unités) comme en France métropolitaine. Les ventes d'appartements neufs progressent légèrement en Midi-Pyrénées (+ 0,5 %) et compensent le repli des ventes de maisons (- 8,5 %). À l'inverse, au niveau national, les ventes de maisons progressent plus tandis que celles des appartements régressent (respectivement, + 1,8 % et - 1,7 %). Le stock de logements neufs destinés aux particuliers progresse de 4 % en Midi-Pyrénées et de 5 % en France métropolitaine. En Midi-Pyrénées, le prix des appartements neufs augmente encore légèrement en 2013 (+ 0,9 %) pour s'établir à 3 450 euros le m² en moyenne. Celui d'une maison neuve diminue dans les mêmes proportions (- 0,8 %). En France métropolitaine, le prix des appartements neufs est stable en 2013, tandis que celui des maisons fléchit légèrement (- 1,4 %).

Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Midi-Pyrénées

- Logements neufs disponibles en fin d'année
- Logements neufs mis en vente
- Logements neufs vendus (réservés)

en indice base 100 en 2009



Note : données brutes.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

La contraction de la production de logements neufs impacte le marché de la commercialisation. Les conditions d'accès aux crédits à l'habitat changent en 2013 : le recentrage du prêt à taux zéro vers les ménages les plus modestes et le durcissement des conditions d'octroi lié aux contraintes réglementaires des banques contribuent fortement à freiner une demande déjà atone. Dans ces conditions, les promoteurs restreignent le nombre de lots mis sur le marché pour contenir la hausse des stocks de logements neufs.

Ventes des maisons et des appartements neufs

en %

	Midi-Pyrénées			France métropolitaine		
	En 2013 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (2)	En 2013 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (2)
Maisons neuves						
Nombre de ventes (1)	582	-8,5	-12,7	8 686	1,8	-12,3
Prix moyen par maison	228 982	-0,8	2,7	247 085	-1,4	0,0
Appartements neufs						
Nombre de ventes (1)	4 405	0,5	-9,8	79 035	-1,7	-6,2
Prix moyen au m ²	3 447	0,9	3,1	3 869	-0,1	3,4

(1) : réservations avec dépôt d'arrhes.

(2) : taux d'évolution annuel qu'auraient connu le nombre de ventes ou le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

Tourisme

Inondations, intempéries, léger recul de la clientèle professionnelle : une année difficile pour Midi-Pyrénées

Françoise Lajarrige, Stéphane Meloux (Insee)

Résumé

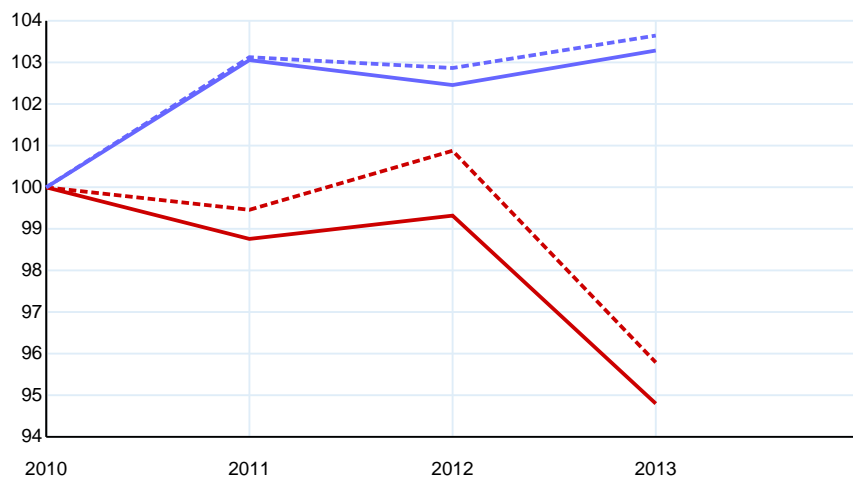
En 2013, la fréquentation touristique des hôtels et des campings de Midi-Pyrénées chute de 4 % par rapport à 2012. Ceux-ci sont particulièrement touchés par les inondations du 18 juin qui dévastent le sud de la région : 127 communes de Midi-Pyrénées sont déclarées en état de catastrophe naturelle, notamment Lourdes, un des pôles touristiques dominants de la région. En outre, dans les hôtels de l'agglomération toulousaine, la fréquentation de la clientèle professionnelle fléchit légèrement. Dans les stations de ski, la fréquentation reste stable malgré un contraste important entre le début et la fin de l'année. Pour les campings, l'effondrement de la fréquentation dans les départements pyrénéens est atténué par le retour des campeurs français dans le nord de la région. Qu'ils soient français ou étrangers, les campeurs sont toujours plus attirés par les emplacements équipés.

En 2013, les hôtels de la région accueillent 4,4 millions de touristes pour 8,2 millions de nuitées. Midi-Pyrénées se place ainsi au 5^e rang des régions de France métropolitaine derrière l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et l'Aquitaine. La saison 2013 est fortement impactée par les inondations du 18 juin qui touchent durement les départements pyrénéens. Entre 2012 et 2013, la fréquentation hôtelière diminue de 5 % dans la région. Dans le même temps, le nombre de chambres offertes baisse de 2,2 % et le taux d'occupation de 1 %. Plus de deux clients sur trois sont français, même si les étrangers séjournent plus longtemps dans la région : 2,2 jours contre 1,7 jour en moyenne pour la clientèle française. À l'exception des Anglais (+ 2 %), la fréquentation de la clientèle étrangère traditionnelle de Midi-Pyrénées est en baisse. À l'inverse celle des touristes américains augmente (+ 6 %).

Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

- Nombre de nuitées - Midi-Pyrénées
- - Nombre d'arrivées - Midi-Pyrénées
- Nombre de nuitées - France métropolitaine
- - Nombre d'arrivées - France métropolitaine

en indice base 100 en 2010



Note : données 2013 définitives. Données 2010, 2011 et 2012 réropolées suite au changement de méthode début 2013. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux.

Fréquentation des hôtels et des campings

en milliers

	Midi-Pyrénées		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
Arrivées	4 412	842	109 335	20 093
- Français	3 347	615	75 987	12 717
- Étrangers	1 066	227	33 348	7 376
Nuitées	8 197	4 362	197 878	108 722
- Français	5 803	3 150	125 886	71 255
- Étrangers	2 394	1 212	71 992	37 467
Durée moyenne du séjour (en jours)	1,9	5,2	1,8	5,4
- Français	1,7	5,1	1,7	5,6
- Étrangers	2,2	5,3	2,2	5,1

Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCIS, partenaires régionaux.

Les inondations dévastent la saison lourdaise

Dans le sud de la région, les fortes précipitations conjuguées à la fonte des neiges entraînent en juin d'importantes inondations dans les Hautes-Pyrénées et la Haute-Garonne.

Lourdes subit un traumatisme dû aux dégâts importants causés par la crue du Gave de Pau (la deuxième en quelques mois, après celle d'octobre 2012) : outre les hôtels sinistrés qui ont ré-ouverts durant la saison, une vingtaine d'hôtels est fermée jusqu'à la fin de l'année 2013, ce qui représente 28 % des chambres lourdaises.

Au mois de juin, Français et étrangers évitent Lourdes : les nuitées chutent respectivement de 32 % et 33 %. La cité mariale, qui reste une des principales destinations de pèlerinage au monde, se remet ensuite progressivement des inondations : malgré un timide retour des Français, la fréquentation baisse de 9 % au mois de juillet, de 5 % en août et de 4 % en septembre. Il faut attendre le mois de novembre et ses fêtes religieuses (Toussaint, présentation de Marie) pour que les fréquentations française et étrangère augmentent, respectivement + 16 % et + 13 % par rapport à 2012. Après une baisse de 2 % entre 2011 et 2012, les hôtels de Lourdes perdent 11 % de nuitées entre 2012 et 2013 : ils ne représentent plus que 26 % de la fréquentation régionale en 2013, contre 28 % en 2012 et 29 % en 2011.

Moins de professionnels dans l'agglomération toulousaine

À eux seuls, les hôtels de l'agglomération de Toulouse hébergent plus de la moitié des touristes d'affaires de Midi-Pyrénées. En 2013, la clientèle professionnelle séjourne 1,8 million de nuitées dans l'agglomération : cette fréquentation est en baisse de 1 point par rapport à 2012, comme au niveau régional. Au total, 2,4 millions de nuitées sont comptabilisées dans l'agglomération toulousaine en 2013, soit 29 % des nuitées de la région.

Nombre de nuitées dans les hôtels par département

en %

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2013 par une clientèle étrangère
	2013 (en milliers)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2010 (1)	
Ariège	235	-7,0	-1,2	12,5
Aveyron	750	-5,1	-4,0	12,3
Haute-Garonne	2 720	-2,0	4,1	26,6
Gers	244	-1,9	-0,1	10,4
Lot	582	2,6	2,2	22,0
Hautes-Pyrénées	2 895	-8,4	-4,7	45,2
Tarn	458	-5,0	1,5	12,5
Tarn-et-Garonne	312	-5,0	5,1	9,3
Midi-Pyrénées	8 197	-4,8	-0,6	29,2
France métropolitaine	197 878	-0,3	1,4	36,4

Note : données 2013 définitives. Données 2010, 2011 et 2012 rétropolées suite au changement de méthode début 2013.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Sources : Insee ; DGClS, partenaires régionaux.

Sur l'ensemble du département de la Haute-Garonne, le nombre de nuitées atteint 2,7 millions, soit 2 % de moins qu'en 2012. La fréquentation hôtelière baisse aussi dans les autres départements de Midi-Pyrénées (de - 2 à - 7 %) exceptée dans celui du Lot (+ 3 %). De mai à septembre, ce département bénéficie du succès provenant du tourisme fluvial pratiqué dans la vallée lotoise.

Stations de montagne : début d'année tout schuss, fin d'année hors piste

Surfant sur la dynamique de la fin 2012, la fréquentation dans les hôtels des stations de ski de Midi-Pyrénées augmente de 5 % au premier trimestre 2013, essentiellement grâce au retour des skieurs français sur les pistes de la région, clientèle de proximité et de week-end : + 7 %. En revanche, les skieurs étrangers sont moins présents (- 24 %). Le début d'année 2013 aurait sans doute été encore meilleur sans les fortes chutes de neige de mi-janvier/début février qui provoquent la fermeture de certaines stations de l'Ariège, de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées.

À l'opposé, la fin d'année 2013 frôle le hors piste avec une baisse de la fréquentation de 4 % en décembre 2013 par rapport à 2012, malgré le retour de la clientèle étrangère (+ 25 %).

Le nouveau classement Atout France des hébergements touristiques

La nouvelle réglementation de classement hôtelier instaurée par la loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009 et entrée en application le 23 décembre 2009 est mise en oeuvre progressivement jusqu'au 23 juillet 2012 (date de l'abandon de l'ancien classement). Plus contraignante pour les hôtels, elle vise à améliorer à la fois la qualité des équipements et des services, à harmoniser les critères au niveau national et international et crée une nouvelle catégorie « 5 étoiles ». Les demandes de reclassement dans le nouveau dispositif sont volontaires et tous les hôtels déjà classés selon les anciennes normes n'ont pas souhaité rentrer dans le nouveau dispositif. Ainsi, parmi les hôtels du parc figurent depuis le 1^{er} janvier 2013 à la fois des hôtels nouvellement classés selon leur nouveau classement et des hôtels non classés selon les nouvelles normes mais qui restent dans le parc selon leur ancien classement.

Au 31 décembre 2013, 72 % des hôtels et des campings de Midi-Pyrénées, appartenant au champ de l'enquête, ont obtenu leur nouveau classement Atout France. En Haute-Garonne, 80 % des hôtels sont dans ce cas. Dans les autres départements, le taux d'hôtels homologués selon la nouvelle classification varie de 53 % dans le Tarn à 73 % dans le Gers et le Tarn-et-Garonne. Pour les campings, ce taux s'échelonne entre 67 % en Tarn-et-Garonne et 78 % dans l'Ariège.

Pour plus d'informations : [Atout-France](#).

Les campings des départements « pyrénéens » particulièrement touchés

Entre mai et septembre 2013, 842 000 campeurs s'installent en Midi-Pyrénées, soit 4 % de moins que la saison précédente. Cependant la durée de leur séjour reste identique à celle de 2012 : en moyenne 5,2 jours. Dès lors, avec 4,4 millions de nuitées, la fréquentation des campings de Midi-Pyrénées baisse de 4 % par rapport à la saison précédente.

En France métropolitaine, elle augmente de près de 3 %. Pourtant Midi-Pyrénées reste au 8^e rang des régions par la fréquentation de ses campings, et au 2^e rang des régions n'ayant pas de littoral, derrière Rhône-Alpes.

La baisse de la fréquentation dans les campings de Midi-Pyrénées affecte tous les mois de la saison, de mai à septembre. Elle varie de - 2 % en juillet à - 10 % en juin. L'impact sur la saison des inondations du 18 juin est important pour les trois départements « pyrénéens » de la région. En juin les arrivées de campeurs baissent, par rapport à juin 2012, de plus du tiers dans les Hautes-Pyrénées, de plus du quart en Haute-Garonne et de près de 10 % en Ariège.

Pour le même mois, la fréquentation des campings haut-pyrénéens chute de 37 % et celle des campings haut-garonnais de 26 %. Au total, la saison dans les Hautes-Pyrénées et en Haute-Garonne est particulièrement sinistrée avec des baisses de fréquentation respectives de 16 % et 17 %.

Des campeurs français plus présents dans le nord de la région

À l'inverse dans le nord la région, la fréquentation des campings augmente en 2013. Avec 386 000 arrivées et plus de 2 millions de nuitées, l'Aveyron et le Lot représentent 46 % des arrivées et 48 % des nuitées des campings de Midi-Pyrénées, contre 43 % et 44 % en 2012.

Nombre de nuitées dans les campings par département

en %

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2013	
	2013 (en milliers)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2010 (1)	par une clientèle étrangère	sur emplacements locatifs
Ariège	454	-5,4	0,9	21,2	37,8
Aveyron	1 192	4,9	-1,9	33,8	36,8
Haute-Garonne	270	-16,6	9,0	22,0	37,8
Gers	429	5,2	-1,7	28,6	46,3
Lot	895	2,0	0,6	27,8	44,5
Hautes-Pyrénées	700	-15,5	-2,3	21,6	36,4
Tarn	255	-12,0	3,2	28,6	40,2
Tarn-et-Garonne	167	-18,7	7,0	34,7	27,2
Midi-Pyrénées	4 362	-4,1	0,2	27,8	39,3
France métropolitaine	108 722	2,8	0,9	34,5	46,3

Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Sources : Insee ; DGCIIS, partenaires régionaux.

Cette augmentation est exclusivement due aux campeurs français : ils viennent beaucoup plus nombreux cette année dans l'Aveyron (+ 12 %) et dans le Lot (+ 8 %). Ils séjournent aussi longtemps qu'en 2012 dans le premier département (5 jours) et leur durée de séjour passe de 4,9 à 5,3 jours dans le second.

Dans le même temps, la fréquentation étrangère baisse de 7 % dans l'Aveyron et de 10 % dans le Lot par rapport à la saison précédente. Pour ces départements, près de deux nuitées étrangères sur trois concernent des campeurs néerlandais. La fréquentation de ces campeurs néerlandais est en recul de 14 % dans l'Aveyron et de 13 % dans le Lot. Au niveau régional, la chute de 11 % des nuitées étrangères confirme cette tendance ; dans le même temps, les nuitées françaises diminuent de 1 %.

Toujours plus de confort attendu

Malgré la baisse de la fréquentation dans les campings, les campeurs qu'ils soient Français ou étrangers privilégient toujours plus le confort des emplacements équipés : mobil home, bungalows, chalets, au détriment des emplacements nus. Les nuitées augmentent de 3 % pour les premiers, alors qu'elles baissent de 8 % pour les derniers. La clientèle étrangère s'est aussi plus tournée vers ce type de location en 2013. Les nuitées étrangères sur emplacement équipé augmentent de 4 % entre 2012 et 2013 après une baisse de 4,4 % entre 2011 et 2012. Sur la saison 2013, les nuitées étrangères sur les emplacements nus chutent de 15 %.

Les hébergements collectifs de Midi-Pyrénées accueillent 971 000 touristes en 2013

En 2013, les hébergements collectifs (résidences hôtelières et de tourisme, villages vacances, auberges de jeunesse, etc.) de Midi-Pyrénées accueillent 971 000 touristes qui séjournent 4,6 millions de nuitées. Avec 5 % des nuitées en hébergements collectifs de France métropolitaine, Midi-Pyrénées est au 6e rang des régions de métropole. La clientèle étrangère représente 15 % des nuitées régionales. Le taux d'occupation est de 27 % en moyenne sur l'année : les pics d'occupation ont lieu pendant les vacances d'été (35 % en juillet, 44 % en août) et en février (35 %).

Au niveau régional, les résidences de tourisme et les résidences hôtelières concentrent 71 % des nuitées, les villages vacances et maisons familiales plus du quart, le reste est réparti entre auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour et centres sportifs. Avec 4,9 jours en moyenne, les séjours les plus longs se déroulent dans les villages vacances et les maisons familiales, où la location se fait le plus souvent à la semaine.

Le bilan économique 2013 en Midi-Pyrénées

Transport Moins de voyageurs en 2013

Pierre Defarge-Lacroix (Dreal)

Résumé

En 2013, le trafic de passagers aériens fléchit légèrement dans les aéroports de Midi-Pyrénées, essentiellement sous l'effet d'un repli sur les lignes internationales. Le nombre de voyageurs en train diminue également, malgré la bonne tenue du trafic interne à la région. Le transport routier de marchandises affiche une nouvelle baisse. Le marché des voitures neuves est au plus bas depuis 1998.

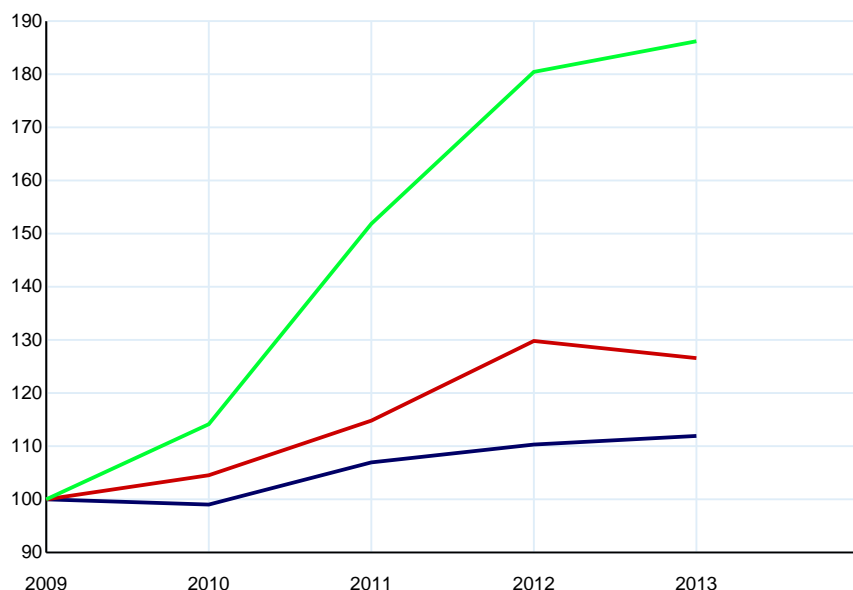
Trafic aérien à l'international en repli

En 2013, les aéroports de Midi-Pyrénées acheminent un peu plus de 8,1 millions de passagers vers leurs destinations, soit une baisse de 0,4 % par rapport à l'année précédente. Sur les cinq années précédentes, le trafic aérien de passagers augmente en moyenne de 3,8 % par an dans la région contre 1,6 % par an à l'échelon national. Sur les lignes nationales, le nombre d'utilisateurs est en hausse de 1,5 % en 2013 par rapport à 2012. De 2007 à 2012, la croissance du trafic sur ces lignes est de 2,3 % par an en moyenne.

Évolution du nombre de passagers des aéroports dans la région Midi-Pyrénées

■ National ■ International ■ Low cost

en indice base 100 en 2009



Source : Union des aéroports français.

Après trois années de hausses consécutives, le trafic international est en repli de 2,5 % en 2013 par rapport à 2012. Il conserve néanmoins une croissance annuelle moyenne positive sur cinq ans (+ 3,3 %). La forte progression des lignes à bas coûts lors des années passées s'atténue avec une hausse de 3,2 % du nombre de passagers en 2013 par rapport à 2012 et une croissance moyenne de 17,8 % par an sur les cinq années précédentes. Ces lignes « low-cost » représentent 26 % du trafic aérien de passagers de Midi-Pyrénées en 2013.

Passagers des aéroports

en %

	Midi-Pyrénées			France métropolitaine	
	Passagers 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)	Évolution 2013/2012	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)
Lignes nationales	4 575 264	1,5	2,3	2,0	0,5
Lignes internationales	3 496 677	-2,5	6,0	2,8	2,1
Transit	63 717	-8,7	0,9	-27,4	-4,5
Total	8 135 658	-0,4	3,8	2,4	1,6
dont lignes à bas coût (low cost)	2 112 183	3,2	17,8	9,1	9,3
Part des lignes à bas coût (low cost) (en %)	26,0	3,6	13,5	6,5	7,6

Note : données brutes.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Union des aéroports français.

Toulouse-Blagnac : trafic stable en 2013 grâce aux lignes nationales ou à bas coûts

En 2013, en dépit du repli de l'offre et grâce à un meilleur taux de remplissage des avions, le trafic reste stable à l'aéroport de Toulouse-Blagnac (+ 0,1 % par rapport à 2012) après deux années de forte hausse. Avec plus de 7,5 millions de passagers, il maintient sa place de 4^e aéroport de province, derrière Nice-Côte d'Azur, Lyon-Saint-Exupéry et Marseille-Provence.

Le trafic national au départ de Midi-Pyrénées enregistre 4,3 millions de passagers en 2013 et progresse de 1,4 % par rapport à l'année précédente. Les lignes régulières vers les aéroports parisiens concentrent les deux tiers de ces échanges. La fréquentation à destination de Paris-Orly croît de 2,1 %. Elle recule de 0,7 % sur Paris-Charles-de-Gaulle. Les lignes régionales, hormis celles en direction de l'Île-de-France, au départ de Midi-Pyrénées progressent de 1,4 % en 2013. La ligne vers Lyon est la plus fréquentée (près de 360 000 usagers) alors que celle vers Strasbourg augmente le plus (+ 15,6 %).

Le trafic international (3,2 millions de passagers), impacté par la réduction de l'offre sur l'Europe, recule de 1,5 % en 2013 par rapport à 2012. Le nombre de passagers à destination de l'espace Schengen (1,8 million) baisse de 2,8 %. La ligne vers Munich est la plus fréquentée. Sur le reste de l'Europe (hors Schengen), le trafic progresse de 2,4 % (704 000 passagers), les lignes vers Londres en attirant le plus grand nombre. Concernant l'Afrique du Nord, les lignes vers l'Algérie (+ 12,1 %) et le Maroc (+ 2,7 %) enregistrent de bons résultats alors que le taux de fréquentation vers la Tunisie recule de 24,4 %. Les lignes vers la Turquie progressent de 3,7 %.

Avec 1,9 million de passagers en 2013, le trafic des lignes à bas coûts continue de croître (+ 2 %) au détriment des vols charters dont le nombre recule encore (- 18,2 %) par rapport à l'année 2012.

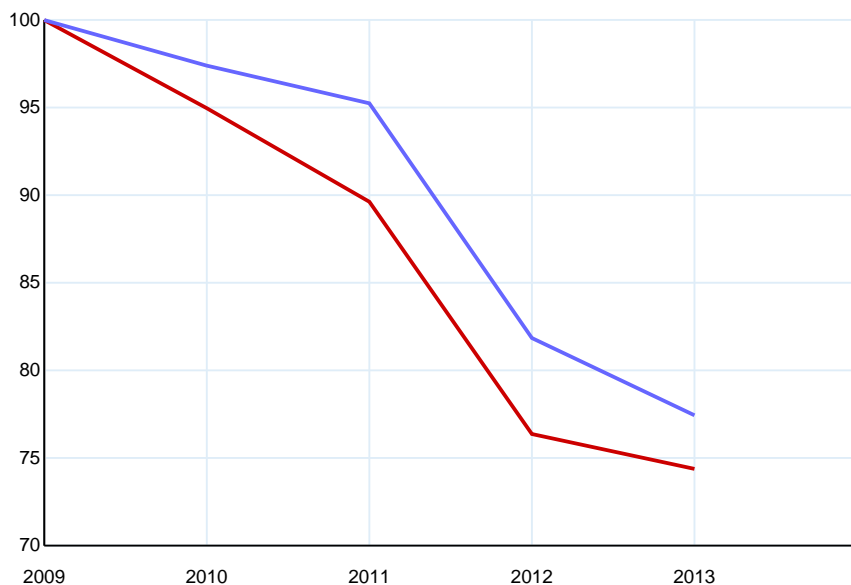
Les immatriculations de voitures neuves au plus bas depuis 1998

En 2013, avec 70 200 immatriculations, le marché des voitures particulières neuves en Midi-Pyrénées est à son plus bas niveau depuis 1998. Il recule de 2,6 % par rapport à l'année 2012. La baisse touche tous les départements de la région : de - 0,4 % pour l'Aveyron à - 6,7 % pour le Lot. Cependant, les ventes reprennent sur la deuxième moitié de l'année 2013 avec des progressions de 0,8 % au 3e trimestre et de 5,8 % au 4e trimestre par rapport aux mêmes périodes de 2012. Au niveau national, le nombre d'immatriculations de voitures particulières neuves se replie de 5,4 %.

Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs

— Midi-Pyrénées — France métropolitaine

en indice base 100 en 2009



Note : données brutes.

Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV.

Les immatriculations de véhicules utilitaires légers dans la région (15 100) reculent de 4,1 % par rapport à 2012, suivant ainsi la même tendance qu'au niveau national. Néanmoins, elles progressent dans plusieurs départements de la région (Gers, Hautes-Pyrénées et Tarn-et-Garonne).

En 2013, les immatriculations de véhicules industriels à moteur baissent de 0,7 % dans la région, soit moins qu'au niveau national (- 1,3 %). Dans cette catégorie, les ventes de camions et de véhicules spécialisés de plus de 3,5 tonnes de PTAC (poids total autorisé en charge) reculent respectivement de 13 % et de 9,6 % par rapport à 2012 en Midi-Pyrénées tandis que les immatriculations de tracteurs routiers progressent de 14,2 % (+ 4,9 % au niveau national).

Immatriculations de véhicules neufs

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers (1)		Véhicules industriels à moteur (2)		Ensemble immatriculations (3)	
	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)
Ariège	4 034	-2,3	603	-6,5	84	-5,6	4 730	-2,7
Aveyron	5 820	-0,4	1 326	-4,5	216	-7,3	7 407	-1,5
Haute-Garonne	33 176	-1,8	7 759	-4,6	941	-0,9	41 986	-2,3
Gers	4 403	-2,4	996	4,4	110	-7,6	5 512	-1,4
Lot	3 777	-6,7	697	-8,9	51	-13,6	4 572	-6,5
Hauts-Pyrénées	5 162	-5,7	928	3,0	98	19,5	6 207	-4,1
Tarn	8 867	-2,3	1 747	-9,3	301	19,9	10 947	-3,8
Tarn-et-Garonne	4 954	-5,0	1 083	1,0	157	-16,9	6 204	-4,4
Midi-Pyrénées	70 193	-2,6	15 139	-4,1	1 958	-0,7	87 565	-2,9
France métropolitaine	1 756 952	-5,4	364 664	-4,1	45 041	-1,3	2 173 611	-5,0

Note : données brutes.

(1) : camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC.

(2) : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers.

(3) : y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV.

Transport routier de marchandises : toujours en baisse

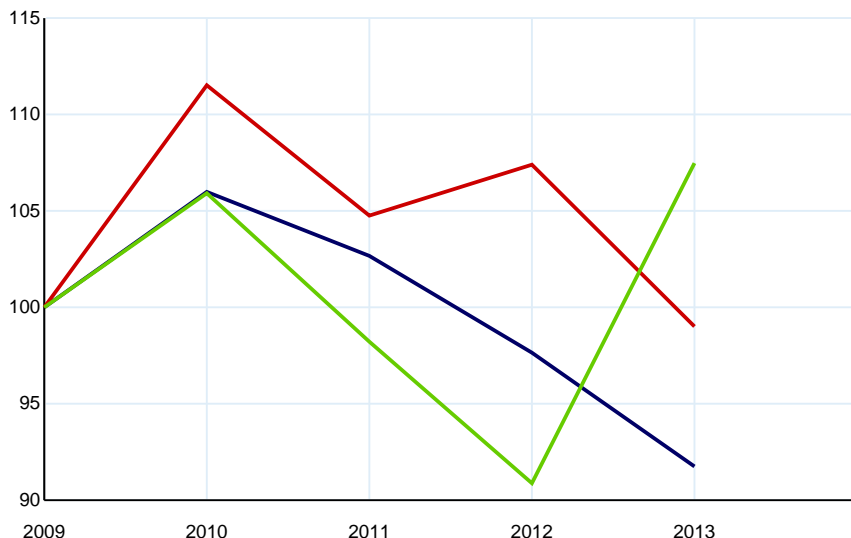
En 2013, le transport routier de marchandises en Midi-Pyrénées (TRM), mesuré en tonnes-kilomètres, recule de 1,5 % par rapport à l'année 2012. Les flux entrant dans la région représentent 41 % du TRM régional et diminuent de 6 %. Les sorties, soit 34 % des flux totaux, baissent de 7,8 %. Le transport routier de marchandises interne à la région (25 % des flux) progresse de 18,3 % par rapport à 2012. Sur les cinq années précédentes, les flux routiers de marchandises concernant la région ont perdu 3,9 % par an en moyenne.

Mesuré sur l'ensemble des gares de péages du réseau autoroutier régional, le trafic poids-lourds reste stable en 2013 (- 0,2 %) par rapport à 2012.

Évolution du transport routier de marchandises dans la région Midi-Pyrénées

— Entrées dans la région — Sorties de la région — Intérieur de la région

en indice base 100 en 2009



p : données provisoires.
Champ : hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises.

Transport de marchandises par la route

en %

Midi-Pyrénées	2013 (p) (millions de Tonnes-Kilomètres transportés)	Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1)
Entrées dans la région	4 276	-4,7
Sorties de la région	3 609	-4,1
Intérieur de la région	2 689	-0,2

p : données provisoires.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises.

Depuis 2006 et l'ouverture complète à la concurrence internationale du transport ferroviaire de marchandises dans le cadre de l'application des textes communautaires (directives européennes dites « paquets ferroviaires »), les données sur le fret ferroviaire, considérées comme « sensibles » par la SNCF et les autres opérateurs, ne sont plus disponibles au niveau régional. Elles sont à ce jour diffusées uniquement au niveau national à partir de l'enquête annuelle réalisée depuis 2007 par le Service observation et statistiques (SOeS) du ministère en charge du développement durable auprès des opérateurs ferroviaires, en application du décret européen 212-555.

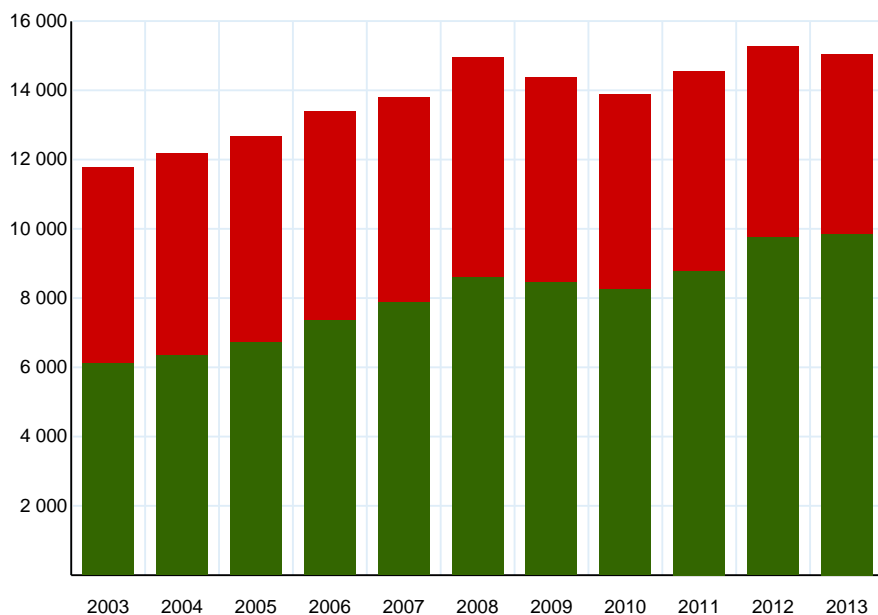
Moins de voyageurs en train

En 2013, 15,1 millions de voyages ont été effectués par fer à partir de Midi-Pyrénées. Ce nombre est en recul de 1,4 % en 2013, après deux années consécutives de forte croissance stimulée par les bons résultats du trafic intra régional.

Évolution du nombre de voyageurs ferroviaires en Midi-Pyrénées de 2003 à 2013

— Trafic intrarégional — Trafic interrégional

en milliers de voyages



Source : Direction régionale SNCF.

Avec près de 9,9 millions de passagers, auxquels il convient d'ajouter les quelques 1,2 million de voyages réalisés dans l'agglomération toulousaine sur la ligne C entre Arènes et Colomiers, le trafic intra régional constitue les deux tiers du trafic ferroviaire régional. Sa croissance ralentit en 2013 : + 0,7 % par rapport à 2012, après + 11,4 % en 2012, en lien avec les mouvements sociaux de début 2013, les travaux de Plan Rail de septembre à décembre et l'impact de la crise économique essentiellement sur les voyageurs occasionnels.

Le trafic interrégional, avec 5,2 millions de voyageurs en 2013, recule de 5,4 % par rapport à l'année précédente. Quasiment tous les échanges avec les autres régions baissent. Ils sont en repli pour les trois régions qui concentrent toujours 70 % des flux interrégionaux avec Midi-Pyrénées : - 7,4 % avec l'Île-de-France (1,3 million de voyages), - 5,8 % avec l'Aquitaine (1,1 million de voyages) et - 1,3 % avec Languedoc-Roussillon (1,2 million de voyages).

Aéronautique et spatial Performance historique de l'aéronautique et bonne tenue du spatial

Auteur : Bertrand Ballet (Insee)

Résumé

En 2013, la croissance du trafic mondial de passagers aériens et la forte demande des compagnies aériennes, en particulier asiatiques, bénéficient aux constructeurs mondiaux d'avions civils de plus de 100 places. Avec 1 619 avions vendus en une seule année, Airbus réalise en 2013 une performance commerciale historique. 2013 est également une très bonne année pour les constructeurs d'avions régionaux et d'affaires, ATR et Daher-Socata, implantés en Midi-Pyrénées. L'augmentation des cadences de production aéronautique maintient la chaîne des fournisseurs industriels de Midi-Pyrénées sous pression. Mais l'achèvement des grands programmes de développement chez Airbus (A380, A400M, A350, A320Neo) suscite de l'inquiétude sur l'emploi dans l'ingénierie. Dans le spatial, d'importants contrats sont signés en fin d'année 2013. L'activité des constructeurs toulousains de satellites reste soutenue sur l'ensemble de l'année malgré le resserrement du marché très concurrentiel des satellites de télécommunication. En 2013, le groupe EADS change de gouvernance et de structure d'actionariat. Il annonce une importante réorganisation de ses divisions opérationnelles sous la bannière Airbus Group dont le siège sera à Blagnac.

En 2013, la croissance du trafic mondial de passagers aériens se maintient dans la moyenne des trente dernières années, malgré une économie mondiale peu dynamique et des coûts de carburant élevés. Le trafic, mesuré en kilomètres-passagers payants, progresse de 5,2 % par rapport à 2012, selon les statistiques de l'Association du transport aérien international (IATA). Cette croissance est portée par le dynamisme des régions émergentes avec des taux de progression de 11,4 % pour les compagnies aériennes du Moyen-Orient, devançant ainsi celles de l'Asie et du Pacifique (+ 7,1 %), d'Amérique du Sud (+ 6,3 %) et d'Afrique (+ 5,1 %). Les marchés plus matures d'Europe et d'Amérique du Nord affichent les taux de croissance les plus faibles, respectivement + 3,8 % et + 2,3 %. La croissance du fret aérien mondial reste, elle, modérée en 2013. Mesuré en tonnes-kilomètres, le trafic de marchandises ne progresse que de + 1,4 % par rapport à 2012.

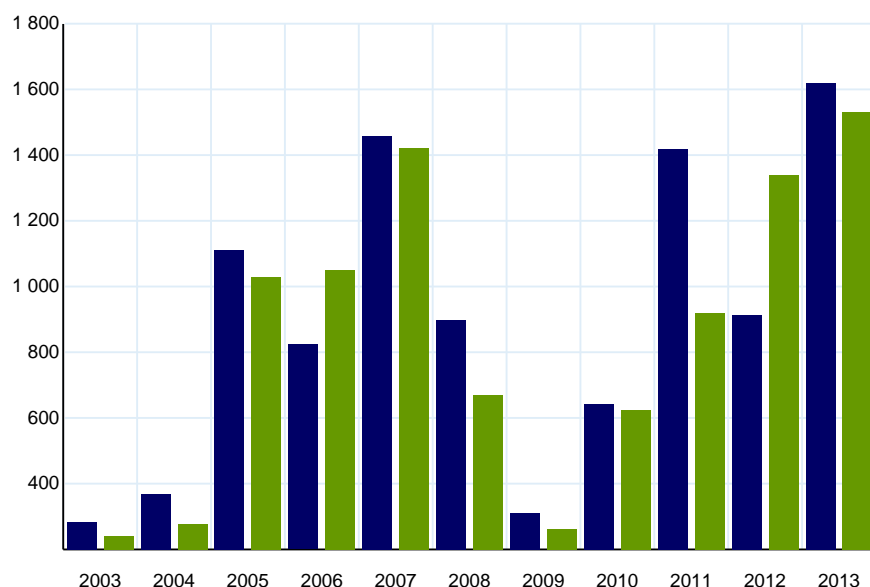
Airbus et Boeing : nouveaux records de commandes et de livraisons

Le dynamisme du trafic mondial de passagers aériens bénéficie aux deux constructeurs européen et américain, Airbus et Boeing, qui se partagent le marché de la construction d'avions civils de plus de 100 places. Ce marché est de plus dopé par le renouvellement de la flotte par des avions plus performants et plus économes en carburant. En 2013, Airbus réalise une performance commerciale historique avec un record de 1 619 commandes (brutes) d'avions en une seule année. Compte tenu des annulations, 2013 reste la meilleure année commerciale de l'avionneur européen avec 1 503 commandes nettes. De son côté, Boeing enregistre aussi un record, en commandes brutes, avec 1 531 unités et réalise, en commandes nettes, sa deuxième meilleure année avec 1 355 unités.

Ventes : Airbus repasse devant

■ AIRBUS ■ BOEING

Nombre d'avions



Note : commandes annuelles (brutes) d'avions civils de plus de 100 places.

Source : Constructeurs.

Un carnet de commandes équivalent à plus de 8 ans de production

en nombre

	Commandes annuelles d'avions AIRBUS et carnet de commandes										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A318	///	4	41	4	13	5	1	0	2	2	0
A319	44	67	206	253	185	54	36	44	31	48	26
A320	104	180	568	312	676	446	167	357	1 327	567	702
A321	7	28	103	104	40	54	24	51	110	166	525
Monocouloirs	155	279	918	673	914	559	228	452	1 470	783	1 253
A300	6	2	7	///	///	///	///	///	///	///	///
A330	54	51	64	104	198	140	50	88	99	80	77
A340	35	28	15	15	23	6	1	2	0	2	0
A350	///	///	87	15	290	186	27	70	10	40	239
Famille A330/A340/A350	89	79	166	134	511	332	78	160	109	122	316
A380	34	10	20	17	33	9	4	32	29	9	50
Total commandes brutes	284	370	1 111	824	1 458	900	310	644	1 419	914	1 619
Annulations	nd	nd	nd	nd	117	123	32	70	189	81	116
Total commandes nettes	nd	nd	nd	nd	1 341	777	278	574	1 419	833	1 503
Carnet de commandes (backlog)	1 454	1 500	2 177	2 533	3 538	3 715	3 488	3 552	4 437	4 682	5 559

/// : absence de donnée (appareil plus ou pas encore commercialisé).

nd : non disponible.

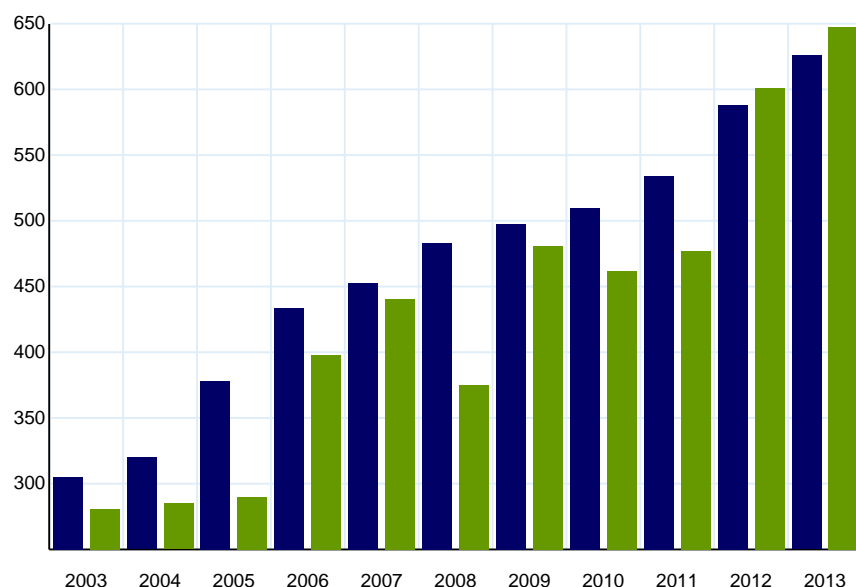
Source : Constructeurs.

Les deux constructeurs battent aussi une nouvelle fois leurs records de livraisons en 2013 : celles de Boeing (648) devançant celles d'Airbus (626). Leurs carnets de commandes sont pleins, avec chacun plus de 5 000 appareils à livrer, leur assurant huit années de production. Les motoristes profitent, eux aussi, pleinement de cette manne.

Livraisons : Boeing garde la 1ère place

■ AIRBUS ■ BOEING

Nombre d'avions



Note : livraisons annuelles d'avions civils de plus de 100 places.

Source : Constructeurs.

Des livraisons toujours en hausse

en nombre

	Livraisons annuelles d'avions Airbus										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A318	9	10	9	8	17	13	6	2	2	2	1
A319	72	87	142	137	105	98	88	51	47	38	38
A320	119	101	121	164	194	209	221	297	306	332	352
A321	33	35	17	30	51	66	87	51	66	83	102
Monocouloirs	233	233	289	339	367	386	402	401	421	455	493
A300	8	12	9	9	6	///	///	///	///	///	///
A330	31	47	56	62	68	72	76	87	87	101	108
A340	33	28	24	24	11	13	10	4	0	2	0
A350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Famille A330/A340/A350	64	75	80	86	79	85	86	91	87	103	108
A380	0	0	0	0	1	12	10	18	26	30	25
Total livraisons	305	320	378	434	453	483	498	510	534	588	626

/// : absence de donnée (appareil plus ou pas encore commercialisé).

Source : Constructeurs.

L'aviation régionale et d'affaires repart

Après une année 2012 de stabilisation, la construction d'avions régionaux (moins de 100 places) et d'affaires progresse en 2013 au niveau mondial : les livraisons augmentent de 4,3 % selon l'Association des constructeurs de l'aviation générale (GAMA). Implanté à Toulouse, l'avionneur franco-italien ATR livre 74 appareils à turbopropulseurs (hélices) en 2013, soit 16 % de plus qu'en 2012. Son carnet de commandes s'élève à 221 appareils au 31 décembre 2013, soit près de trois ans de production. À Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, le constructeur d'avions d'affaires Daher-Socata augmente aussi ses cadences de production avec 40 TBM 850 livrés en 2013 (+ 5 %).

Début 2013, l'activité industrielle reste soutenue dans la chaîne d'approvisionnement aéronautique

Sous l'effet de la hausse des cadences des constructeurs, la chaîne des fournisseurs industriels de l'aéronautique continue de tourner à plein régime en Midi-Pyrénées, selon les chefs d'entreprises interrogés au printemps 2013. La croissance de l'activité bénéficie d'abord aux entreprises du secteur de la construction aéronautique et à celles de la métallurgie, devant les fabricants d'équipements électriques et électroniques et les fabricants d'autres produits industriels. Dans la partie tertiaire de la filière, l'activité ralentit légèrement début 2013 par rapport à début 2012. Les services informatiques freinent fortement et la croissance de l'activité est moins forte pour les sous-traitants d'études et les sociétés d'ingénierie que pour les autres fonctions. La fin annoncée des grands programmes de développement d'avions Airbus (A380, A400M, A350, A320Neo) suscite de l'inquiétude sur les niveaux futurs d'activité et d'emploi dans l'ingénierie aéronautique en Midi-Pyrénées, et à Toulouse en particulier.

De plus en plus concurrentiel, le marché du spatial se maintient en 2013

Depuis 2012, le marché mondial des satellites de communication se resserre autour d'une vingtaine de commandes par an, contre environ 25 les années précédentes. De plus, sur ce marché restreint, la concurrence se renforce fortement entre les principaux constructeurs européens (Astrium, Thales Alenia Space) et américains (Boeing, Space Systems Loral). En particulier, Boeing revient en force sur le nouveau créneau des satellites à propulsion électrique. L'activité des constructeurs européens dépend alors de plus en plus des commandes du secteur institutionnel pour des satellites d'observation ou d'exploration scientifique, dans un contexte budgétaire difficile en Europe.

En 2013, Thales Alenia Space (TAS) indique des commandes spatiales en forte croissance sur le segment des satellites d'observation et d'exploration (programmes Exomars, Meteosat, Cosmo-Skymed). En revanche, le segment des satellites de télécommunications est en retrait malgré la signature d'un contrat important portant sur la livraison d'un satellite de télécommunication civile et militaire au Brésil. L'activité de TAS reste soutenue, notamment par la construction des constellations de satellites de télécommunication : Iridium (81 satellites), Global Star (24) et O3b (12). De son côté, Astrium (intégré à la Division Airbus Defence and Space dans la nouvelle organisation d'Airbus Group mise en place début 2014) annonce également des prises de commandes en net progrès en 2013. En particulier, Astrium signe au 4^e trimestre 2013 un contrat cadre de plus de 2 milliards d'euros avec Arianespace, portant sur la construction de 18 lanceurs Ariane 5 ECA. L'activité d'Astrium se maintient en 2013 avec la livraison de 6 satellites au cours de l'année dont 5 conçus et réalisés à Toulouse : 3 satellites de télécommunication (Alphasat, SES-6 et ASTRA-2E), 1 satellite d'observation de la terre (VNREDSat-1) et le satellite d'astrométrie GAIA. L'amélioration des activités lanceurs, défense et satellite d'Astrium compense la baisse de l'activité services.

Changement de gouvernance et d'organisation chez EADS

En 2013, EADS remanie profondément la gouvernance et la structure d'actionnariat du groupe, conformément à l'accord conclu fin 2012 entre le Conseil d'administration d'EADS et les actionnaires de référence. Ainsi fin 2013, la France et l'Allemagne détiennent chacune environ 12 % du capital et l'Espagne 4 %. Les actionnaires industriels, l'allemand Daimler et le français Lagardère, se sont désengagés. La part du capital détenu par le public (capital flottant) atteint 72 %. Un « Nouveau Pacte d'actionnaires » est conclu entre la France, l'Allemagne et l'Espagne qui conviennent de détenir collectivement moins de 30 % des droits de vote de la Société. Les intérêts spécifiques de sécurité de la France, notamment l'activité des missiles balistiques, et de l'Allemagne sont protégés par la création de sociétés nationales de défense détenant certains actifs militaires sensibles.

À l'été 2013, EADS annonce une réorganisation opérationnelle du groupe et une revue de sa stratégie. Le groupe prévoit de regrouper les trois divisions Airbus Military (avions militaires), Astrium (Espace) et Cassidian (Défense) au sein d'une seule division Défense et Espace. Le groupe change de nom pour adopter la marque Airbus, mondialement connue. Le Groupe Airbus sera composé de trois divisions : Airbus (avions commerciaux), Airbus Defence and Space (activités spatiales et de défense, y compris avions militaires) et Airbus Helicopters (hélicoptères civils et militaires, ex-Eurocopter). Cette nouvelle structure est mise en oeuvre progressivement à compter du 1^{er} janvier 2014. Elle tient compte de la feuille de route stratégique Flight 2015 qui vise à améliorer les rendements pour les actionnaires. Le siège du groupe sera installé sur le site historique d'Airbus à Blagnac près de Toulouse, à l'horizon de la fin 2015.

Immobilier d'entreprise Ralentissement sur le marché toulousain d'immobilier d'entreprise

Auteur : Christine Encinas (Auat-Otie)

Résumé

En 2013, les transactions du marché toulousain d'immobilier d'entreprise accusent une baisse dans un contexte économique difficile. Le marché de bureau marque un fort repli avec une diminution de 15 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette baisse est principalement due aux transactions portant sur des surfaces de plus de 1 000 m². Toulouse reste toutefois parmi les trois métropoles régionales françaises les plus dynamiques, derrière Lyon et Lille. Sur le marché des locaux d'activité et des entrepôts, les transactions sont stables par rapport à la moyenne des cinq dernières années, grâce au dynamisme de la logistique qui représente 46 % des surfaces commercialisées en 2013. Concernant l'offre disponible, les taux de vacance restent faibles, allant de 3,5 % pour les locaux d'activité à 5 % pour les immeubles de bureaux. Des tensions territoriales subsistent car une partie de l'offre est toujours inadaptée aux besoins tant en volume qu'en qualité.

Le marché du bureau en retrait à l'image du climat économique

L'année 2013 est marquée par une baisse des surfaces de bureaux commercialisées, liée à une contraction des transactions de bureaux neufs et à un repli des grandes transactions (plus de 1 000 m²). Dans le neuf, 35 600 m² sont commercialisés en 2013, soit une baisse de 50 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le marché de seconde main reste stable avec des transactions totalisant 77 000 m². Les grandes transactions fléchissent aussi nettement : elles représentent 58 % du marché de l'année avec 65 100 m² contre un peu plus de 85 000 m² en moyenne sur les cinq dernières années. Les transactions de moins de 500 m² se tassent également avec près de 28 000 m² en 2013 contre 31 400 m² en moyenne de 2008 à 2012. Les perspectives sont encourageantes pour 2014 avec des demandes importantes dans le secteur aéronautique.

Les chiffres-clés de l'immobilier d'entreprise dans l'aire urbaine de Toulouse

	2012	2013
Immobilier de bureaux		
Nombre de transactions	229	242
Surfaces commercialisées (en m ²)	146 800	112 600
Stock (en m ²)	199 200	165 500
Ventes investisseurs		
Nombre de transactions	20	17
Surfaces commercialisées (en m ²)	42 800	60 000
Locaux d'activité et entrepôts		
Nombre de transactions	120	117
Surfaces commercialisées (en m ²)	147 400	134 800
Stock disponible (en m ²)	166 000	235 500

Source : enquête Otie - janvier 2014.

Une offre de bureaux disponibles contenue

Après une hausse continue entre 2006 et 2011, l'offre de bureaux baisse depuis deux ans pour atteindre un peu moins de 200 000 m² fin 2013. Les stocks neufs sont estimés à 66 000 m², soit le tiers des bureaux vacants. Les stocks de seconde main représentent environ 130 000 m² fin décembre 2013, soit près de deux ans de commercialisation. Toutefois, une partie de ces stocks ne répond plus à la demande : la structure de l'immeuble, sa localisation ou encore son niveau d'équipements ne sont plus en adéquation avec les besoins des utilisateurs. Fin 2013, 30 000 m² de stocks devraient, selon les professionnels, se libérer de manière certaine sur les mois suivants, dont 22 000 m² de bureaux neufs. L'offre de bureaux devrait progresser en 2014.

Le marché de locaux d'activité et d'entrepôts soutenu par de grandes opérations dans le neuf

Avec 134 800 m², le marché des locaux d'activité et de stockage se maintient, comparé à la moyenne des cinq dernières années. Les transactions d'entrepôts résistent bien avec plus de 62 000 m² de surfaces commercialisées, grâce à quelques opérations significatives : cinq transactions de plus de 5 000 m² concentrent 60 % du marché de l'année. En revanche, les ventes ou locations de locaux d'activité connaissent un repli de 17 %. Ce segment est particulièrement sensible à la conjoncture économique et, à Toulouse comme dans l'ensemble des métropoles régionales françaises, cela se traduit par une baisse du nombre de grandes transactions mais également de celui des petites (moins de 500 m²). Le marché des locaux d'activité totalise ainsi 72 000 m² sur l'année 2013 contre 92 000 m² en moyenne sur les cinq dernières années.

La libération des locaux de seconde main fait repartir le stock à la hausse

Au cours de l'année 2013, le stock de locaux d'activité et de stockage augmente de manière continue. L'offre atteint 232 500 m² fin 2013, répartis en 149 000 m² de locaux d'activité et 83 500 m² d'entrepôts. La majorité (201 000 m²) de ces locaux vacants sont anciens et une partie est à restructurer. Deux secteurs géographiques offrent une surcapacité : au sud-ouest et au nord de Toulouse. Ces pôles historiques de l'activité économique locale concentrent 60 % de l'offre totale. Une partie des bâtiments vacants y est vieillissante, voire à restructurer. Les stocks neufs représentent seulement 13 % des immeubles vacants. Ils sont principalement localisés au nord (15 000 m²) et au nord-ouest (8 000 m²) de l'agglomération et constitués uniquement de locaux d'activité. En outre, deux nouveaux projets logistiques sont programmés pour l'année 2014, situés sur le secteur de Monbartier, au nord de l'aire urbaine de Toulouse.

Le marché de l'investissement : 2e marché le plus actif des métropoles régionales

En 2013, le marché de l'investissement à Toulouse représente 60 000 m² vendus. Les ventes portent essentiellement sur des bureaux (90 %). Avec 116 millions d'euros, les montants investis progressent de 20 % par rapport à l'année 2012. Les ventes d'immeubles de bureaux représentent à elles seules 110 millions d'euros. Neuf transactions sont supérieures à cinq millions d'euros.

Recherche Démarrage des outils du Programme des Investissements d'Avenir

Marianne Peyrot (DRRT)

Résumé

L'année 2013 est marquée par la mise en oeuvre opérationnelle des Programmes d'Investissements d'Avenir, soutenus par l'Etat depuis 2011, et leurs premiers résultats significatifs en matière de valorisation de la recherche et de soutien au développement industriel. Le crédit impôt recherche continue de s'étendre en Midi-Pyrénées en 2013, avec une augmentation des dépenses de R&D concernées. Le recours aux autres dispositifs de soutien à l'innovation et à la recherche dans les entreprises reste élevé en 2013.

L'année 2013 voit la fin de la mise en place des Programmes d'Investissements d'Avenir (PIA). Annoncés par l'Etat en juin 2010, les PIA sont destinés à accroître le potentiel de croissance de la France et bénéficient d'une enveloppe nationale de 35 milliards d'euros, dont 22 dédiés à l'enseignement supérieur, la recherche et la formation. Midi-Pyrénées est l'une des régions françaises qui en bénéficie le plus. À l'issue des deux vagues de sélection en 2011 et 2012, 61 projets sont retenus en Midi-Pyrénées, pour un total d'interventions de 1,21 milliard d'euros.

Parmi eux, deux programmes apportent des résultats notables en 2013 :

- la société d'accélération du transfert de technologie Toulouse Tech Transfer (TTT). Destinée à accroître la valorisation de la recherche publique vers les entreprises, elle accompagne 53 projets depuis sa création en janvier 2012, avec un soutien de 2,87 millions d'euros. Fin 2013, 10 projets conduisent à un contrat de transfert industriel et 35 brevets sont déposés ;
- la plateforme technologique Toulouse White Biotechnology (TWB) est un démonstrateur préindustriel s'appuyant sur des laboratoires de recherche pour développer avec des industriels de nouvelles voies de production durables (biocarburants, biopolymères, biomatériaux...). Dotée de 20 millions d'euros, elle a accompagné 3 projets en 2012 et 8 en 2013, pour un investissement de 1,5 million d'euros en 2013. Les collaborations génèrent un chiffre d'affaires de 8 millions d'euros en 2013 et permettent le recrutement de 53 personnes.

L'année 2013 voit également le démarrage des deux derniers projets sélectionnés :

- l>IDEX (Initiative d'Excellence) est un des huit pôles nationaux pluridisciplinaires d'enseignement supérieur et de recherche. Doté de 223 millions d'euros, il est lancé en juillet 2013 et permet de renforcer le positionnement international des acteurs de Midi-Pyrénées ;
- l'IRT Saint-Exupéry (Institut de Recherche Technologique Aéronautique, Espace et Systèmes Embarqués) démarre en avril 2013. Avec 145 millions d'euros de dotations, il associe des partenaires privés et publics sur des plateformes permettant de développer des technologies de rupture répondant aux besoins des industriels.

Crédit d'impôt recherche : accroissement de l'effort de recherche privée

Les données relatives au Crédit d'impôt recherche (CIR) perçu par les entreprises de Midi-Pyrénées en 2013 sur les dépenses exposées durant l'année 2012 ne sont pas publiées à ce jour (fin mai 2014). Les éléments préliminaires confortent le positionnement de la région autour du 3^e rang national, avec un accroissement du montant des dépenses de R&D et du nombre d'entreprises déclarant du CIR.

600 000 euros de soutien au transfert de technologie

En 2013, le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux structures d'aide au transfert de technologie à destination des entreprises, en particulier des très petites entreprises (TPE) et des PME, s'élève à 0,6 million d'euros, au même niveau qu'en 2011 et 2012. Ce soutien bénéficie aux huit Centres régionaux pour l'innovation et le transfert de technologie (CRITT), aux cinq Plateformes technologiques (PFT) et au Réseau de diffusion technologique porté par l'agence Midi-Pyrénées Innovation.

Incubateur d'entreprises : maintien du nombre de projets accompagnés et de créations d'entreprises en 2013

L'année 2013 est marquée par la mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement de l'incubateur d'entreprises de Midi-Pyrénées, conduisant à un élargissement de la cible de start-ups accompagnées et une refonte du mode de comptabilisation des projets soutenus. Dix projets sont intégrés durant l'année 2013 et 11 sociétés créées, soit une de plus qu'en 2012.

Depuis sa création en 2000, l'incubateur a ainsi accompagné 174 projets, dont 132 ont conduit à une création d'entreprise. 92 sociétés ayant bénéficié de ce soutien sont encore en activité fin 2013 (+ 8 % par rapport à fin 2012), employant plus de 620 personnes (+ 3 %).

Activité de l'Incubateur d'entreprises innovantes de Midi-Pyrénées de 2009 à 2013

	2009	2010	2011	2012	2013
Projets de création d'entreprises admis en incubation sur l'exercice	23	11	18	12	10
Nombre d'entreprises créées sur l'exercice	12	11	15	10	11
Nombre total d'entreprises créées depuis la création de l'incubateur en 2000 et existantes en fin d'exercice	58	67	82	85	92
Nombre total d'emplois créés depuis la création de l'incubateur en 2000 et existants en fin d'exercice	410	470	570	600	620

Source : Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie.

Augmentation des recrutements de doctorants en Cifre

Après deux années de diminution, le nombre de conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre) attribuées à des employeurs de Midi-Pyrénées revient au niveau de 2010, avec 68 recrutements de doctorants financés en 2013 (+ 28 % par rapport à 2012). Cet accroissement est lié à une utilisation importante du dispositif par les PME (+ 90 %), tandis que les grands groupes maintiennent leur intérêt pour ce mode de financement des projets de R&D (+ 25 %). Le budget alloué par l'État aux entreprises de Midi-Pyrénées s'élève à 2,6 millions d'euros en 2013. Le nombre de doctorants en conventions Cifre accueillis par des laboratoires de la région fléchit en 2013, dans une proportion légèrement plus élevée qu'au niveau national (respectivement - 12 % et - 8 % par rapport à 2012).

Nombre de conventions* CIFRE en Midi-Pyrénées de 2009 à 2013

	2009	2010	2011	2012	2013
Entreprises et collectivités	66	70	63	53	68
% national	5,5	5,8	5,0	3,9	5,5
Laboratoires	92	95	95	92	81
% national	7,7	7,9	7,6	6,8	6,6
Total national	1 200	1 200	1 250	1 350	1 237

*conventions industrielles de formation par la recherche.

Source : Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie.

Les actions du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en faveur de l'innovation

Afin de favoriser l'innovation, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche soutient depuis plusieurs années la recherche partenariale entre le public et le privé, encourage le transfert et la diffusion de nouvelles technologies dans les entreprises, suscite des projets de création d'entreprises innovantes et favorise leur croissance et permet enfin l'intégration des jeunes diplômés dans les entreprises.

Le **crédit d'impôt recherche (CIR)** est une mesure d'incitation fiscale destinée à favoriser l'accroissement de l'effort de recherche des entreprises. Il est calculé par année civile et déclaré au moment des arrêtés comptables. Les données disponibles à ce jour portent donc sur les CIR dérogés sur 2012, et dont ont bénéficié les entreprises en 2013. Le CIR, réformé en 2008 afin de simplifier le mode de calcul et d'accroître le crédit d'impôt généré, est étendu depuis le 1er janvier 2013 aux dépenses d'innovation (l'impact sera mesurable en 2014).

L'**incubateur** a été créé fin 2000 sous l'impulsion du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, avec le soutien des collectivités territoriales, des établissements scientifiques et des organismes de développement économique. Il a pour rôle de faciliter et de soutenir le développement de projets de création d'entreprises innovantes en apportant un soutien financier, logistique et organisationnel.

Les **conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre)** ont pour but de développer la recherche en milieu industriel en permettant à des entreprises, des collectivités ou des associations de recruter de jeunes doctorants (niveau bac + 5) pour réaliser des programmes de R&D en liaison avec un laboratoire de recherche extérieur. Attribuées sur fonds du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, elles permettent le financement d'un travail de thèse pendant trois ans.

Activité bancaire Hausse des crédits à court terme

Auteurs : Catherine Carel, Valérie Grange (Banque de France)

Résumé

Les encours de crédits aux entreprises de Midi-Pyrénées progressent encore légèrement en 2013 alors qu'ils continuent de fléchir au niveau national. En Midi-Pyrénées, l'augmentation des encours de crédits à court terme compense le recul des crédits à moyen et long terme. La production de crédits à l'habitat progresse en 2013 mais uniquement pour l'acquisition ou la rénovation de l'habitat ancien. Les saisines du Médiateur du crédit aux entreprises augmentent en 2013.

Stabilité des encours de crédits aux entreprises

Au 31 décembre 2013, les encours de crédits aux entreprises de la région Midi-Pyrénées (hors activités immobilières) s'élèvent à 13,9 milliards d'euros. Ils augmentent de 0,4 % par rapport à l'année précédente, alors qu'au plan national ils reculent de 1,6 %.

Les crédits à moyen et long terme, qui représentent près de 75 % du total des encours, diminuent de 3 % sur un an dans la région ; à l'inverse, les crédits à court terme progressent de 11,7 %. Au niveau national, le constat est le même : recul des crédits à moyen et long terme (- 3,6 %) et hausse des crédits à court terme (+ 4,9 %).

L'évolution des encours varie selon la taille des entreprises. Dans les grandes entreprises, les encours de crédits progressent de 6,4 % avec, notamment, une forte hausse des crédits à court terme (29,5 %). Dans les petites et moyennes entreprises (PME), les encours de crédit diminuent de 1,7 % ; les crédits à court terme augmentent de 7,1 % alors que les crédits à moyen et long terme reculent de 4,5 %. Les crédits à courts termes augmentent pour les PME appartenant à un groupe mais pas pour les PME indépendantes. Dans les très petites entreprises (TPE), les encours de crédits connaissent une progression modérée (+ 2,9 %), avec des évolutions positives, à la fois du court terme (+ 5,6 %) et du moyen et long terme (+ 2,4 %).

Évolution des encours de crédits mobilisés aux entreprises de la région Midi-Pyrénées (hors activités immobilières)

en %

	Crédits à court terme		Crédits à moyen et long terme, bail		Ensemble des crédits mobilisés	
	Midi-Pyrénées	France	Midi-Pyrénées	France	Midi-Pyrénées	France
Très petites entreprises (TPE)	5,6	6,8	2,4	2,4	2,9	3,1
Petites et moyennes entreprises (PME)	7,1	3,1	-4,5	-1,8	-1,7	-0,6
Grandes entreprises (GE)	29,5	0,9	-3,3	-3,1	6,4	-1,9
Holdings	-2,9	14,6	-9,8	-9,9	-8,1	-5,5
Ensemble	11,7	4,9	-3,0	-3,6	0,4	-1,6

Source : Banque de France.

Production de crédits à l'habitat : progression dans l'ancien, baisse dans le neuf

Après le fort recul de 2012 (- 26 %), la production de crédits à l'habitat (qui intègre les renégociations de prêts) progresse de 10,5 % en 2013 et atteint 4,8 milliards d'euros en Midi-Pyrénées.

Cependant, tous les marchés ne sont pas concernés de la même façon : les travaux d'amélioration de l'habitat et l'acquisition d'ancien sont en hausse de respectivement 26,8 % et 22,9 %, alors que la construction neuve est encore en recul (- 10,5 %). La production de crédit à l'habitat est en augmentation dans tous les départements de la région.

Médiation du crédit : augmentation des saisines en 2013

Le nombre de saisines progresse en 2013, puisque 236 dossiers ont été reçus au cours de cette année contre 217 l'année précédente, soit une augmentation de 9 % après une baisse de 10 % entre 2011 et 2012. La majorité des demandes émane toujours d'entreprises de moins de 11 salariés (82 %, part légèrement supérieure à celle de la France) et des secteurs du commerce (31 %, en hausse de 4 points), des services (21 %, en hausse de 2 points) et du BTP (20 %, en baisse de 2 points). Fin décembre 2013, 2 153 dossiers ont été déposés dans la région depuis le lancement en novembre 2008 du dispositif de médiation du crédit.